

la Gueule ouverte

n° 248 / Hebdomadaire / 14 février 1979 / 5 FF

Suisse 3 FS / Belgique 42 FB

*Les «nouveaux» capitalistes
La forêt en coupe réglée
Nos cousins québécois*

**ADIEU,
L'AGE
DU FER?**

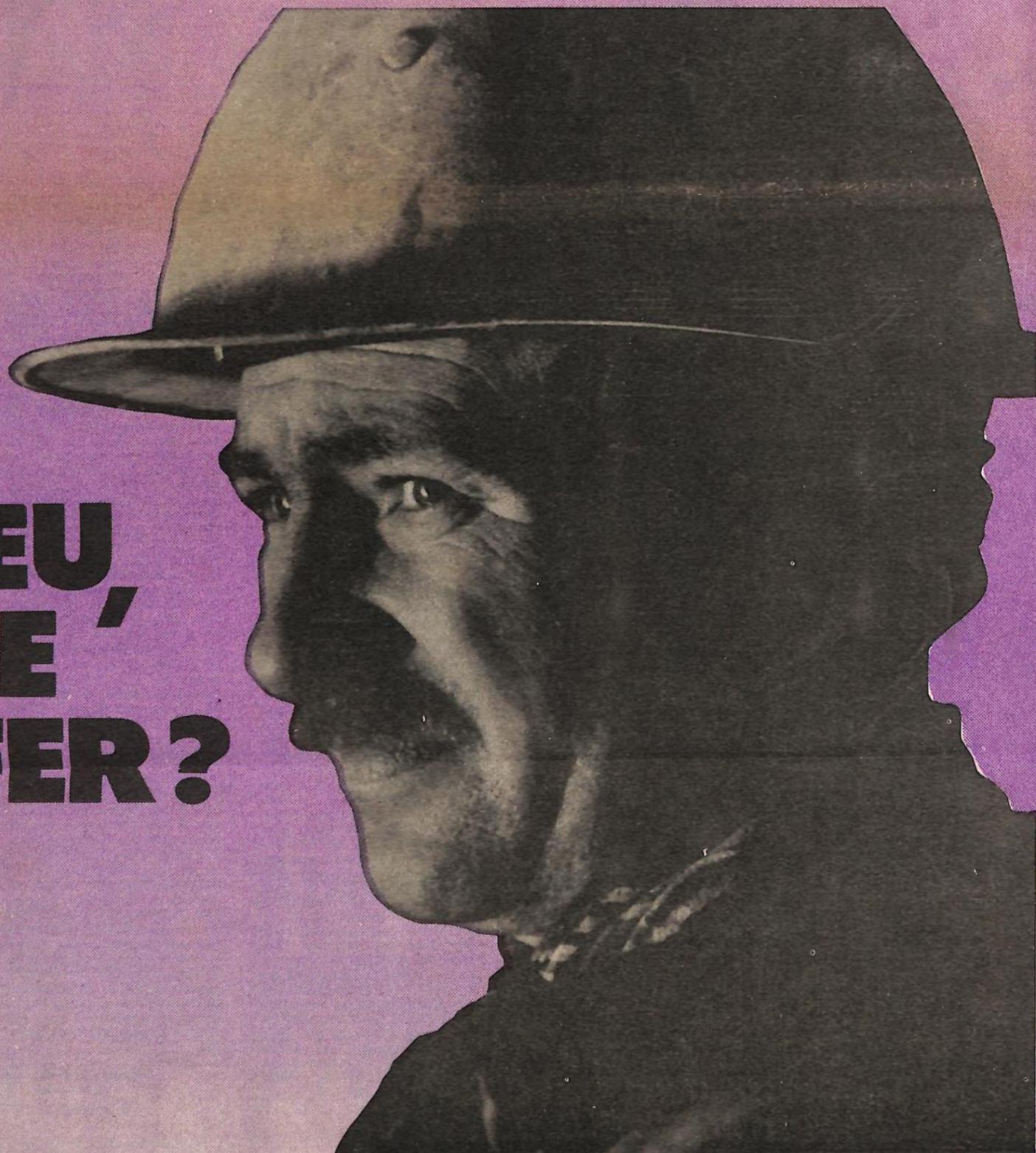


Photo Pol Gornek

Elections à Malville

Le pouvoir tient à faire plus de bruit au sujet de ces cantonales pour ne pas les politiser. Les écologistes ont l'œil fixé sur l'horizon des européennes, pour les boycotter ou y triompher, en ramassant deux ou quatre sièges. Essayons de relier le vote cantonal au problème du sur-régénérateur de Malville. Comment ? En écrivant courant février à tous les candidats :

- 1) leur rappelant le fond du problème et les prises de position des conseils généraux d'Isère et de Savoie.
- 2) demander à chacun quelles est sa position sur le nucléaire en général et Malville en particulier.
- 3) leur signaler qu'en cas de non-réponse écrite avant le 4 mars, nous les considérerons automatiquement comme des partisans de Malville et que nous en informerons les électeurs.

Campagne électorale : à travers les réunions, par notre presse et les médias accessibles, par le biais d'affiches ignoblement anonymes, nous signalerons aux électeurs les candidats pro-Malville et les anti-Malville. Nous voulons faire des cantonales un référendum sur le nucléaire.

Charly Dumont ●

C'est quoi l'autonomie ?

Aceux, vêtus d'hermine qui prétendent juger les Autonomes, aux autres, sanglés de ressentiments, à tous ceux qui sont saisis d'un pressentiment, à la majorité consentante, aux minorités compatissantes, il faut expliquer ce qu'est l'Autonomie.

L'Autonomie ?
C'est le contraire du salariat. Un salarié étant par définition un individu inséré sur le MARCHÉ du travail, un salarié vend son temps, son travail, son savoir-faire... à un prix déduisible de son Existence Réelle : un salarié appartient à la catégorie des êtres vendus : UN SALARIÉ EST UNE MARCHANDISE.

L'Autonomie ?
C'est le contraire de la Conso-mation. Plus on consomme, moins l'on est. Prenez vos désirs dans la Marchandise évadez-vous avec le club des Aliénés, atomisez-vous avec l'after-shave virilissant, restez fraîche, excitante-excitable l'Eau des belles peaux, présentable avec la serviette périodique chose, ayez de la Géométrie dans les Spasmes avec la Stéréo de chez Réglo... Les rêves sont sur la pellicule, les phantasmes dans les Sex-Shops, les technocrates au Marketing... VOS DÉSIRS SONT DES MARCHANDISES.

L'Autonomie ?
C'est le contraire de la Collaboration. Messieurs bien mis, PDG bien assis, Femmes sans tête, sachez que la Machine a besoin de votre collaboration. Consommez ! Produisez ! Reproduisez ! Faites produire ! la Marchandise est votre lot, le standing votre destin, mais la Vraie Vie vous échappe, le Système vous clôture, l'Economique vous obnubile, la TVA vous escroque, la Valeur Imaginaire Ajoutée (V.I.A.) vous trompe ! vos Maîtres invisibles vous graissent la patte, ils ne veulent en échange que votre silence et le loisir d'accumuler le véritable Pouvoir. Le politique vous échappe, demain, lorsqu'ils auront décidé le Tout-Nucléaire, le Tout-Fonctionnel, le Tout-Programmé, demain, le Grand Ordinateur ne laissera à vos enfants que le choix d'en-

graisser ou de s'éclater dans la révolte s'ILS NE VEULENT PAS DEVENIR DES MARCHANDISES.

L'Autonomie ?
C'est le contraire de la Politique. Les Politiciens des Programmes fort Communs n'ont rien à proposer à l'Essentiel en l'Homme. Le Capital d'Etat, la répartition des aliénations dissimule la joute pour le Pouvoir, à vouloir sauver la communauté, en la normalisant, ils nous promettent une masse amorphe de consommateurs ayant eu une individualité individuelle non normalisable. A droite, le Premier ministre flatte le Primate dans le consommateur ; à gauche, il n'évolue que pour acheter les votes. LA POLITIQUE EST UNE MARCHANDISE.

tat est sacralisé. L'ETAT EST VOTRE MARCHANDISE.

L'Autonomie ?
C'est le contraire de l'ineptie, du Cosmique de la bêtise qui accumule dans ses arsenaux Tout Hydrogène de quoi détruire la Bête qui sommeille en l'Homme, mais aussi l'espoir qui combine en ses neurones. Le nationalisme, qui exige le militarisme nous fait produire et gaspiller un cinquième de notre précaire existence présente. LE NATIONALISME EST UNE MARCHANDISE....

Alexis (le désirant) ●



L'Autonomie ?
C'est le contraire de l'Ouvriérisme. Les Autonomes méprisent les ouvriers inconscients et consciencieux qui n'ont que les mains calleuses pour justifier l'exploitation acceptée d'une Existence Dérobée. Les Autonomes savent inutile l'acier chromé et les moquettes pelées des entreprises qui volent sueur et valeur pour un bilan fléché. Les Autonomes savent le détournement du travail en la gestion du Système qui l'impose pour s'engraisser.

Les Autonomes n'iront pas en Concorde, n'iront pas à la Villette, n'iront pas se faire enterrer dans le Trou des Halles, ils n'iront pas se faire mettre en coupe réglée à l'usine, se faire mettre en croupe dans les attelages des chaînes où l'on traîne l'inutile de la production. Dans le monde de la Super Marchandise, c'est être Superbement Honnête de récupérer ce qui est escroqué par la fausse légalité productiviste, bourgeoise. NOUS NE SERONS PAS LES ESCLAVES DE LA MARCHANDISES.

L'Autonomie ?
C'est le contraire de l'Etat. L'Etat qui vous fait voter, travailler, sécurisé, imposé, patenté, cotisé, fiché, retraité, policier, amendé, amener, incarcérer, militer, milicer, militariser. L'Etat qui vous trompe, qui vous pompe, qui vous dénonce, vous normalise ou vous fait rompre. L'Etat qui vous casse, qui vous mate, qui vous tasse, qui vous frappe, qui claque, qui choquo MAIS qui vous dorlote, car les petits Clics des répressions quotidiennes valent mieux que le grand Choc de la prise de conscience ! L'Etat que vous avez fait, l'Etat de fait de ses flics, de ses juges et de ses Chiens, l'Etat qui vous mène et VOTRE production. Les gouvernements changent. L'E-

Faites un roi

Copiant (sans le dire!) une idée d'Europe-Ecologie, Chirac a déclaré que les élus de la liste RPR au Parlement européen permuteraient à intervalles réguliers. Là dessus ses adversaires (UDF et PS) s'écrient que c'est tourner en dérision les institutions européennes et faire preuve d'un nationalisme étroit.

Certes, les raisons de la décision d'Europe-Ecologie sont claires et honorables. Il s'agissait de pacifier les nombreux écologistes qui se méfient du vedettariat et qui savent exprimer cette opinion avec vigueur ; il s'agissait de rendre les tout premiers de la liste égaux à leurs suivants.

Mais nous ne sommes plus à l'époque des candidatures exclusivement destinées à alerter l'opinion, telle celle de René Dumont aux élections présidentielles. Venant après ceux des municipales, et même des législatives, un score de 3 ou 4% serait désastreux pour l'écologie. Si l'on se présente maintenant à des élections d'envergure nationale, ce ne peut être que pour montrer la force de nos idées et leur impact, pour dépasser nettement la barre des 5%, bref pour gagner.

Or, pour gagner dans un jeu, il faut suivre ses règles et être cohérent. Tourner l'Europe en dérision peut convenir à Chirac : il exploite les sentiments nationalistes de son électorat. Mais les écologistes ne sont pas des nationalistes. Ils savent et disent fort bien que l'Europe est un cadre géographique et culturel pertinent pour bien des problèmes écologiques ; s'ils disent

«non» à l'Europe productiviste, ils disent «oui» à l'Europe écologique des régions. Or, du fait que le RPR annoncera la même pratique de rotation des élus qu'eux, ils auront beau dire et beau faire, ils n'arracheront pas de la tête du public l'idée qu'eux aussi veulent tourner l'Europe en dérision.

«Faites un roi, sinon faites la paix», écrivait un socialiste pacifiste du début du siècle. Se présenter pour gagner cela demande de jouer complètement le jeu électoral. En particulier : mettre en tête de liste celles et ceux dont les qualités sont connues et qui peuvent donner de nous une bonne image (par exemple, Solange Fernex, Brice Lalonde, Mariette Gerber, Didier Anger, Philippe Lebreton...), et bien

(1) Bien que ce ne soit pas écrit noir sur blanc dans les principaux textes d'Europe-Ecologie, je veux bien admettre, en lisant entre les lignes, que son programme comprend l'harmonisation des législations européennes contre les pollutions : plus de paradis pour pollueurs en Europe ! Mais ailleurs ? Cela pose aussitôt le problème du protectionnisme.

(2) Parmi les «autres choses», il y a, à mon avis, la pétition pour une loi électorale démocratique en France ; tout ce qui renforce le pouvoir des citoyens est le bienvenu. Il y a aussi, suivant les circonstances locales, les élections cantonales où de bonnes équipes d'écologistes, bien ancrées sur leur terrain, pourraient faire des choses fort utiles.

Déplorable oubli

Vous êtes plusieurs à avoir écrit pour demander où se procurer l'étude sur la collecte sélective des ordures ménagères (voir GO N° 245) faite par le CAN de Meulan. Déplorable oubli, où donc avais-je la tête ? Voici l'adresse indispensable : Michel Lachaise 11, parc Talbot 78130 les Mureaux tel 099 38 92. Le groupe qui a fait l'étude se propose d'organiser une réunion sur le sujet, au cas où ceux qui seraient intéressés par un tel projet seraient suffisamment nombreux à se manifester. Vos lettres prouvent que c'est le cas. Une telle réunion pourrait apporter des renseignements complémentaires et permettrait de contourner les obstacles techniques, financiers et parfois politiques.

P.Y.P. ●

Travail, famille, sport

Je vous lis régulièrement et considère qu'il manque dans votre journal une rubrique consacrée... au sport ! Je vous devine déjà révoltés à l'idée d'une telle rubrique. Mais voilà. Il n'est pas question de parler des «verts» ou des «bleus». Il s'agit d'analyser l'institution sportive qui joue un rôle considérable de maintien de l'ordre établi. Les vertus du sport sur l'norme, les règles, les valeurs de la société bourgeoise. Dès l'école (et de plus en plus), on forme le corps de l'enfant sur le modèle rendement-compétition-record. «En tant qu'appareil idéologique d'Etat, le sport a un rôle de stabilisation des rapports sociaux, de diversion sociale (opium du peuple) et de mystification culturelle (spectacle sportif). Enfin les champions, en tant que clés de voûte de l'institution, contribuent à l'identification nationaliste, chauvine des masses à l'ordre établi dans le cadre de la coexistence pacifique entre Etats rivaux».

Voilà ce qu'on peut lire en dernière page de l'ouvrage de Jean-Marie Brohm «Sociologie politique du sport». Si les journaux comme le vôtre ne ressentent pas le besoin de donner la parole à ceux qui comme Brohm, Laguille... s'attaquent à une institution plus dangereuse peut-être que la famille ou l'école, le sport restera un point aveugle. Au service de la classe dominante.

Il est grand temps, me semble-t-il de s'attaquer à une institution qui véhicule toutes les valeurs de la société bourgeoise.

Michel Caillat ●

Jouer pour perdre, c'est idiot. Jouer pour gagner, c'est devoir employer des moyens que je considère personnellement comme légitime mais qui choquent sûrement beaucoup d'entre nous. Amis d'Europe-Ecologie, soyez cohérents ! Vous ne pouvez pas «faire un roi» (c'est-à-dire de vraies vedettes, de vrais parlementaires européens ayant réponse à tout). Alors «faites la paix», c'est-à-dire autre chose que de présenter une liste de candidats. Et vous savez comme moi que cet «autre chose» est très vaste ! (2).

Pierre Sammuël AT-Landes ●

Tout n'est pas perdu !

Le vent d'insurrection sacrée qui ravage actuellement l'Iran, on ne sait pas à l'heure où nous mettons sous presse si ce n'est pas carrément la guerre sainte, le vent donc, n'est pas bon pour le nucléaire. Particulièrement en ce qui concerne les contrats passés avec les pays européens comme la France et l'Allemagne. Dans leur retour aux traditions, les chefs religieux englobent pêle-mêle, le port du voile par les femmes, la prière cinq fois par jour, et le refus de l'énergie atomique. D'un point de vue strictement écologique, l'Anapurna Khomeiny n'a pas que des inconvénients.

Dans les choux, le marché engagé entre l'Iran du Shah et la société Framatome qui se voyait confier la construction de deux centrales nucléaires de 900 MW près d'Abadan ; et cette fois, ce n'est pas la faute de la femme de ménage qui a laissé choir l'ordinateur. C'était bien la peine d'offrir l'hospitalité de notre banlieue à Khomeiny, qui a joui pendant des mois d'un pavillon avec vue sur jardin et commodités à tous les étages.

Heureusement, tout n'est pas perdu. Giscard a décidé de donner un coup d'accélérateur à deux centrales françaises, Cattenom en Lorraine et Gravelines dans le Nord. Ce qu'il perd d'un côté, il le récupère de l'autre. Sans compter que ces régions où vont s'implanter les nouvelles tranches ne sont pas à proprement parler des points chauds de la contestation anti-nucléaire, et que de surcroît elles sont fortement touchées par « la crise » : la crise n'est plus un concept, c'est un spectre, ça veut dire qu'on ne discute pas ces choses-là. Pour Gravelines, il n'y a que les Belges qui protestent, et ils sont belges ; pour Cattenom, ce sont les Allemands qui râlent, pas tous, des

originaux comme ces médecins qui ont adressé une lettre ouverte à leur gouvernement fédéral afin de solliciter son intervention. Ce ne sont pas nos chefs d'Etat qui vont se désavouer réciproquement, ensuite ils ne manqueront pas de rappeler à cette occasion que nous avons des frontières. Ça arrête la contestation, à défaut d'arrêter la pollution.

Pendant l'apocalypse, la restructuration continue. Évidemment, le chaos n'était pas prévu dans les plans du redéploiement industriel mondial, mais si les nouveaux capitalistes n'ont pas le consentement populaire, ils s'en passeront. Ils ne sont pas du même crû que leurs prédécesseurs, pétris d'humanisme et de paternalisme : ils gèrent. Non que la classe dirigeante d'alors fût meilleure que l'actuelle. Différente, c'est tout. Il faut nous laisser le temps de nous habituer ; du côté de ceux qui concoctent l'avenir de la classe laborieuse et votante, c'est brumeux également : la fuite en avant supplée aux carences de la balistique. Ce n'est pas évident de piloter à vue dans le brouillard, de viser le court terme, de s'ajuster au plus près possible à la conjoncture, alors ils procèdent au coup par coup, empiriquement. Ils huilent les rouages.

Des milliers de manifestants en Lorraine, des trains arrêtés en Bretagne, une autoroute bloquée par des chômeurs fous en région parisienne... Il faut faire avec pour lutter contre. Nos yeux hypermétropes d'écologistes ne nous permettent de rester collés à cette réalité, c'est pour ça que nous avons l'air de tomber à côté de la plaque dans le marasme du moment. Il va falloir parvenir à se faire entendre. Quel boulot !

C.D ●

Administration
Bourg de Saint Laurent
en Brionnais.
71800 La Clayette
Tél : (85) 28 1721
Télex : ECCPOLE 801 630F

Sommaire

Notre télex est à la disposition des lecteurs. Par l'intermédiaire d'un poste public télex-PTT il est possible de nous envoyer des articles.

De même, nous pouvons recevoir des communiqués, qu'à notre tour avec notre propre télex, nous pouvons rediffuser à la presse (dans ce cas, mettre « à rediffuser » en tête du message pour que nous la mettions sur bande perforée). Pour toute information de dernière minute vous pouvez téléphoner jusqu'à dimanche 16h.

SARL Editions Patratras, Capital de 2100F.

Abonnement 170 à 250F selon vos revenus. 180F minimum pour l'étranger, 150F pour les collectivités 100F pour les cas sociaux patentés, les chômeurs, les objecteurs, les insoumis et les taulards.

Chèque bancaire ou postal à l'ordre des éditions Patratras, Le Bourg 71800 St Laurent en Brionnais (joindre la dernière bande d'envoi et 2,40F en timbres)

Nous vous demandons un délai de 15 jours pour effectuer les abonnements, réabonnements en retard et changements d'adresse.

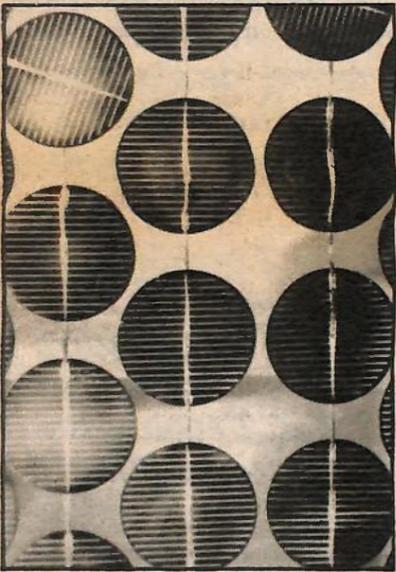
Nos cousins québécois	pp. 4 et 5
Pauvres bêtes	p. 7
Les maquignons du sapin	pp. 9 à 11
Sexigences	p. 12
Les nouveaux capitalistes	pp. 14 et 15
Le temps des gares	p. 15
Histoire du plutonium	p. 16
Lambert glorieux	p. 17

Des photopiles pas cher, pas cher...

Deux cents spécialistes français des photopiles se sont retrouvés à Toulouse les 4 et 5 décembre pour un colloque organisé par le Commissariat à l'Énergie solaire (COMES), le CNRS et le Centre National d'Études Spatiales (CNES).

Plus de 1000F le m² pour 130W d'électricité : les photopiles utilisant le silicium monocristallin sont encore chères. Développées pour les besoins de la recherche spatiale, ces photopiles sont très fiables, mais elles ne semblent pas devoir pouvoir fournir prochainement des watts solaires à bas prix, malgré des progrès constants comme ceux de RTC, qui vient de tripler la puissance de son panneau BPX 47 : après 8, puis 11 W, le panneau de 0,5 m² délivre maintenant 34 W.

La raison de la cherté de ces photopiles vient du coût élevé du silicium très pur qui entre dans leur fabrication. Ce matériau représente aujourd'hui 40% du coût du Watt produit. Pour diminuer le prix des photopiles, il faudrait donc utiliser le moins de silicium possible à puissance égale. Une solution consiste à concentrer le rayonnement solaire sur une photopile, car plus celle-ci reçoit de lumière, plus elle produit de courant. Cependant il y a un obstacle à cette concentration, car chauffée autour de 70°C, une cellule solaire voit son rendement baisser. Il faut donc les refroidir à l'air ou à l'eau et de plus il faut que la cellule suive constamment le soleil. Cette technique pourrait malgré tout constituer une solution transitoire dans l'attente de cellules bon marché. Le CNES de Toulouse a ainsi réalisé un générateur à concentration de 3x4 m qui fournit 1 kW en crête pour un coût inférieur de moitié par Watt à celui d'un panneau équivalent sans concentration. L'industrialisation de ce générateur Sophocle 1000 est envisagée pour 1979 avec le concours de la SNIAS, et d'une société toulousaine.



Une autre solution consiste à utiliser non pas du silicium monocristallin, mais du silicium polycristallin. On peut alors fabriquer des rubans bien moins coûteux et encombrants que les cellules rondes. De cette façon, les Américains Tyro et Westinghouse, ont déjà obtenu des cellules avec 12 à 14% de rendement. En France, Péchiney étudie également cette technique. Il est aussi possible de déposer le silicium sur un substrat en phase vapeur : c'est le procédé Wachter parvenu à 8% de rendement, ou de faire lécher le silicium fondu par un support en forme de roue. C'est ce que fait le LEP (laboratoire de Philips en France) qui a ainsi obtenu des rubans de 20 centimètres avec un rendement de 9%. Avec ce silicium polycristallin, le rendement semble un peu moins bon qu'avec le silicium monocristallin (18%), cependant Solarex (aux USA) a déjà obtenu 16%, mais en laboratoire. On pense aussi utiliser le silicium de qualité beaucoup plus courante et bien moins cher, même si le rendement est moins bon.

Il y a encore le silicium amorphe dont on a beaucoup parlé. Étudié surtout par RCA et des laboratoires publics français, il n'a fourni que 6% de rendement, mais il est bon marché. Reste à comprendre pourquoi ce matériau est photo-voltaïque. Les progrès sont cependant rapides et dans quelques années, les photopiles risquent fort de devenir compétitives.

Joël Guerry ●

Le Québec que Barre n'a pas vu

La Belle Province telle que vous n'en n'entendrez pas parler dans les commentaires sur la visite du Premier ministre.

Les lecteurs ont eu l'occasion de suivre depuis un an les péripéties d'un mouvement écologique cousin du nôtre : le Québécois. Cette évolution renvoie, comme par un jeu de miroirs, l'image de ce que le mouvement français vivait voici cinq ans, en même temps que la plupart des choix auxquels il est confronté aujourd'hui même.

Emmanuel de Severac a rencontré Michel Jourdan, créateur des Amis de la Terre québécois.

La Gueule Ouverte : Le mouvement écologique québécois a véritablement pris conscience de son existence potentielle début 77, à l'occasion des travaux de la Commission Parlementaire sur l'Énergie. Depuis, un cheminement qui, de la manifestation anti-nucléaire de Gentilly, conduit à la création des Amis de la Terre de Québec et de l'Alliance Tournesol, puis au Colloque du Lac Saint Joseph, au printemps dernier (voir GO numéros 197, 203, 211 et 238). Un tour d'horizon sur la situation aujourd'hui ?

Michel Jourdan : Le colloque a surtout été, au niveau de chaque participant, une découverte : on n'était pas seuls, il n'y avait pas seulement quelques groupes isolés, il existait réellement un potentiel pour des regroupements... et non pas un regroupement. Ce qui est sorti du colloque, à mon avis, c'est cette volonté de décentralisation immédiate.

Effectivement, des regroupements se sont créés : au Saguenay-Lac Saint-Jean à Québec, dans la Beauce, dans les Laurentides, à Trois-Rivières, à Montréal... Ce dernier rassemble de nombreux groupes : SVP, STOP, Le Monde à Bicyclette, etc... qui sont déjà en quelque sorte des mouvements écologiques en eux-mêmes.

Initialement, il y avait une volonté de travailler dans chacun de ces regroupements autour d'un manifeste. Il ne semble pas que beaucoup d'entre eux l'aient fait, sauf par exemple, le groupe de Montréal.

Donc les problèmes locaux ont repris le dessus. C'est essentiellement dû à la parution du Livre Blanc sur l'Énergie du Ministre Joron; celui-ci, qu'on le veuille ou non, démembrer un peu la lutte anti-nucléaire, au moins la reporte à plus tard (cf. le pseudo-moratoire de deux ans) : même si ce document met l'accent sur les économies d'énergie, il n'a rien de révolutionnaire sur le plan du choix de société. Les écologistes ne sont pas toujours mûrs pour voir ce genre de problèmes et d'ambiguïtés. Cela dit, l'Alliance Tournesol fonctionne vraiment très bien : elle lutte en particulier pour éviter Gentilly 3.

Votre action d'information ?

Pas de réunion véritablement publiques... ça, je pense que c'est une des choses qu'on devrait faire. Par ailleurs, la presse écrite nous boycotte systématiquement, et nous n'avons pas encore de vrai journal «grand public».

Non, nous n'en sommes pas encore au stade où on cherche à recruter des membres; on s'éduque nous-mêmes et c'est un processus très, très lent. D'ailleurs beaucoup trop lent à mon goût !

On ne peut pas dire que le mouvement écologique soit vraiment lancé au niveau national. On attend un peu les résultats des rencontres du Colloque : qu'est-ce que ça va donner au bout

Ils disent : «nous autres on rentre dans le mouvement, laissez-nous le temps !» Les gens ne sont vraiment pas pressés que tout cela débouche...

Il y a aussi tout un courant communautaire; vous l'avez retrouvé au Colloque...

Je pense que le courant communautaire existait déjà, il n'a pas attendu les écologistes pour se développer au Québec. Il

Les Battures de Beauport

C'est l'enjeu d'une lutte locale essentielle dans la région de Québec : un projet d'autoroute lié à un projet de port de mer à grand gabarit : en fait, on se propose de remblayer un tiers du fleuve Saint-Laurent! Ça se trouve exactement dans la zone de première colonisation du Québec, LE site historique de l'Amérique du Nord. C'est également un secteur d'une grande richesse biologique.

De plus, cette réalisation s'accompagnerait d'une destruction complète des quartiers riverains. Là, les mouvements écologiques ont agi en liaison avec des organisations de biologistes très actives dans cette affaire. Ils ont même pris des positions assez courageuses. Sur cette base, les A.T. ont fait déborder le débat vers des questions beaucoup plus sociales et politiques. Notamment en dénonçant l'absence de participation des citoyens.

L'un des points essentiels de notre position est le suivant : plutôt que de lancer une «étude d'impact» qui coûterait environ 500 000 dollars, on ferait bien mieux de consacrer cette somme-là à développer l'information des gens concernés, ou même commanditer une étude d'un plan d'«éco-développement» de la région, qui ferait participer les gens.

Alors là, il y aurait un choix clair : un port et des autoroutes, ou un autre développement régional.

Les A.T. avaient décidé de faire circuler une pétition. Celle-ci a donné peu de chose, sans doute faute d'efforts réels : 10 000 signatures en quinze jours, ce qui est relativement peu pour une ville de 400 000 habitants, et loin d'être convaincant pour un Ministre !

Une pétition, et aussi un mémoire résumant nos propositions. Affaire à suivre...

d'un an ! J'espère qu'on organisera l'été prochain une manifestation d'envergure provinciale. où tous les groupes se retrouveraient encore - c'était du moins le vœu de tous au printemps dernier - pour faire le point, notamment en ce qui concerne la discussion de certains axes fondamentaux du mouvement écologiste, qui n'ont pas du tout été éclaircis au Colloque.

Le projet écologiste

Par exemple : le mouvement écologique implique-t-il une remise en cause de la société actuelle dans son ensemble ! On a discuté pendant trois heures rien que là-dessus, pour finalement n'aboutir à rien ! On n'a pas été en mesure d'aligner trois mots qui soient acceptables par tous !

Vous n'avez donc pas de projet social, en tant que mouvement...

En tant que mouvement, on n'a pas encore de document de base, où nous puissions dire «c'est ça notre position». Je le déplore personnellement; maintenant, il y a des gens que ça ne gêne absolument pas, ça...

Mais ceux-là, savent-ils pourquoi ils se battent ?

Je pense justement que c'est parce que le mouvement rassemble encore toutes les tendances : par exemple, à côté de nous, il y a encore des gens qui ne se battent que pour la protection de la nature... Beaucoup d'entre eux ne vont pas jusqu'à remettre en question la société elle-même. Je pense qu'à un moment donné il faudra mettre les points sur les «i» et arrêter de «tataouiner», comme ont dit au Québec !

y a d'ailleurs une prolifération de toutes sortes de choses qui fonctionnent sur une base coopérative : des coopératives alimentaires, des coops d'habitation, une coop du livre et du disque, il y a aussi des radios et des télévisions communautaires... Il est vraisemblable que pour ça, le Québec soit gâté par rapport aux pays européens : les lois et la structure gouvernementale nous donnent peut-être plus de possibilités, ne serait-ce que pour nous exprimer ?

Comment s'est faite la jonction avec les écologistes ?

Ben là justement, c'est plutôt une recherche de notre part : voir comment on peut faire quelque chose ensemble. Mais étant donné que notre idéologie, notre philosophie de base n'est pas définie, c'est difficile de leur dire : «Nous autres, on peut vous apporter quelque chose».

Ils ne vous donnent pas l'impression qu'eux sont dans le concret, que d'une certaine manière, l'écologie, ils la vivent, tandis que vous vous contentez d'en parler ?

Je ne pense pas qu'ils aient tellement conscience de vivre l'écologie; je pense qu'ils ont seulement conscience qu'une coopérative du quartier... c'est un problème bien précis, qu'il faut résoudre. Ils ne lient pas nécessairement tout ça à l'écologie.

Alors je pense que ce qui pourrait nous aider à nous unir, ce sont précisément des affaires concrètes comme par exemple, dans le cas de la ville de Québec, un projet de local commun autour duquel on s'est retrouvés avec des mouvements coopératifs. C'est peut-être bête, mais c'est au minimum un moyen qui nous conduira à nous rencontrer. Ceci nous a d'ailleurs

amenés à soutenir en tant qu'Amis de la Terre une coopérative d'habitation qui rencontrait quelques difficultés à rassembler suffisamment d'argent pour acheter leur maison communautaire.

Et les scientifiques ?

Ceux du Conseil Québécois de l'Environnement, par exemple - je suis leur trésorier ! - sont des environnementalistes qui veulent nous empêcher d'être des écologistes. Ils croient que les problèmes de qualité de la vie vont se résoudre à l'intérieur du système, grâce à de nouvelles techniques éducatives, l'introduction de nouvelles méthodes d'enseignement, en organisant des conférences internationales, des colloques et des symposiums, etc., en orientant les recherches et travaux universitaires.

Un exemple, au cours de leur dernier symposium : il y avait tout de même un atelier qui traitait des «groupes de citoyens». Je devais m'en occuper. Quand on a commencé à regarder qui faisait partie de ces groupes, eh bien, sur les 80 personnes présentes, j'étais le seul à pouvoir répondre oui ! Ces scientifiques ont souvent une sorte de réaction face aux écologistes et aux prises de position anti-nucléaires. C'est d'autant plus frappant que ce sont souvent des écologues (au sens scientifique et professionnel du mot) : ils déplorent plus l'équipement des grandes rivières (barrages hydroélectriques), au nom des répercussions sur la faune et la flore. Tout de même, il faudrait savoir choisir... et surtout, voir que l'essentiel du problème est ailleurs !

L'engagement politique

Dans le cas des Batailles de Beauport (voir encadré), votre attitude consistant à proposer une alternative cohérente de développement régional est en soi un acte politique. Est-ce dans ce sens que vous concevez votre rôle politique ? Ou

envisagez-vous aussi d'autres formes d'action ?

Dans un premier temps, on cherche surtout à susciter une réflexion politique au sein des groupes, pour l'étendre par la suite à toute la société québécoise. Quant à l'action, il n'est pas question de former un quelconque parti politique. Par contre, il a été mentionné qu'au cours d'élections, les militants pourraient parcourir les différentes assemblées électorales, pour poser systématiquement un certain nombre de questions-types aux candidats - tant à ceux de l'opposition qu'à ceux des formations au pouvoir.

Imagines-tu par exemple que vous interveniez en tant que tels à l'occasion du prochain référendum sur l'indépendance ?

Oui. Il faut dire qu'en général, le mouvement écologiste est pro-indépendantiste. Il est même régionaliste. A la limite, l'indépendance du Québec serait quelque chose d'écologique. C'est même presque implicitement reconnu par les Friends of the Earth-Canada : dans leurs papiers, ils reconnaissent l'indépendance de fait des A.T.-Québec dans le cadre de l'organisation internationale F.O.E. Ce qui est très chic de leur part, parce qu'on ne le leur a pas demandé ! Mais ils reconnaissent sous cette forme l'indépendance du Québec.

Je crois que stratégiquement on peut dire que l'indépendance du Québec est

une étape vers l'indépendance des régions - ce que nous recherchons.

Et quelles sont vos relations en tant que mouvement avec les partis politiques - dont le P.Q. - avec les organisations syndicales ou toutes celles qui interviennent dans la vie politique au Québec ?

Pratiquement aucune relation avec les partis. De toutes façons, le P.Q., par exemple, ne se sent pas concerné par les écologistes en ce moment. Le P.Q. est concerné par la question de l'indépendance. Il est obnubilé par ça : c'est LE problème du Québec; alors il faut gagner le référendum. Et pour gagner un référendum comme celui-là, il faut avoir une image «honnête», une image qui ne fait pas peur. Et l'écologie, c'est certain, ça fait peur ! Ça fait peur. Et ça fait peur à bien du monde, ça dérange. Alors comme ça dérange, le P.Q. ne va certainement pas se mettre aujourd'hui à agir dans notre sens. D'autant qu'on ne peut pas dire que, pour l'instant, ça corresponde à des aspirations très populaires...

Il faut également mentionner quelques contacts personnels avec les milieux syndicaux. Mais tout cela est très faiblement exprimé. Il faut dire qu'au Québec, les syndicats sont bien plus proches d'organisations corporatistes et a-politiques qu'en France ! Tout de même, il existe une volonté aux Amis de la Terre de collaborer plus étroitement avec les syndicats.

Sur quelles orientations ?

A partir de la demande sociale exprimée par eux-mêmes. Tout simplement parce qu'ils se battent pour l'amélioration de leurs conditions de vie.

Par ailleurs, et dans le même esprit les A.T. ont soutenu les positions d'un groupe «femmes» concernant le projet de loi sur le Revenu Minimum Garanti : nous demandions avec elles que ce

dernier soit basé sur l'individu, plutôt que sur la famille. Ça correspond à un objectif des écologistes : une moindre dépendance de l'individu par rapport à la structure familiale.

Quitte à avaliser une mesure allant dans le sens d'une plus grande dépendance de l'individu par rapport à la structure d'Etat qui distribue ces allocations ?...

D'accord, ça ne résoudra pas tous les problèmes. Disons que c'est un aspect ponctuel sur lequel on peut exprimer par rapport à un autre mouvement qui a ses buts bien précis, très spécifiques nos positions écologistes face aux problèmes qu'il soulève.

Les perspectives de l'action

Notre action d'information se situe également dans le cadre des Commissions Parlementaires (auditions publiques). Une démarche qui a son impact, puisqu'on y rencontre des tas de gens. Et puis là, tu peux dialoguer véritablement avec des hommes politiques. Ça vaut la peine de pousser là-dessus. Ainsi, coup sur coup un certain nombre de dossiers où nous avons des choses à dire sont sortis : entre autres le problème du «zonage agricole», celui de la politique de l'environnement... Malheureusement, on n'a pas toujours le temps et les moyens qu'il faudrait pour préparer notre contribution ! On souhaite tout de même, à ces occasions, favoriser un regroupement sur nos positions avec d'autres mouvements, par exemple le courant communautaire et coopératif.

En quelques mots, les grandes lignes de votre action à moyen terme ?

D'abord, un développement des actions communautaires. Ensuite, une tentative d'unification de nos forces autour d'une «philosophie de base» commune, un projet social.

Encore faut-il que vous définissiez un peu quel changement de société vous visez... Pour quelle société, et comment ?

Ouais... faudrait que ça soit plus clairement défini, tout ça... mais ça ne sera pas facile !

Dans cet ordre d'idées, il y a une chose que nous suivons attentivement : le remue-ménage et les multiples déceptions du mouvement français... On attend de voir ce qui va se passer. Ça devrait nous aider nous-mêmes à y voir un peu plus clair, à nous orienter.

Quelque chose qui nous intéresse plus particulièrement : comment l'écologie va s'articuler aux mouvements autonomistes et régionalistes en France. C'est une question qui se pose aux Québécois, et pour cause : tant que ce problème-là ne sera pas réglé chez nous, on ne pourra pas aborder d'autres sujets. Les problèmes sociaux, écologiques, n'ont vraiment pas priorité aujourd'hui dans la société Québécoise.

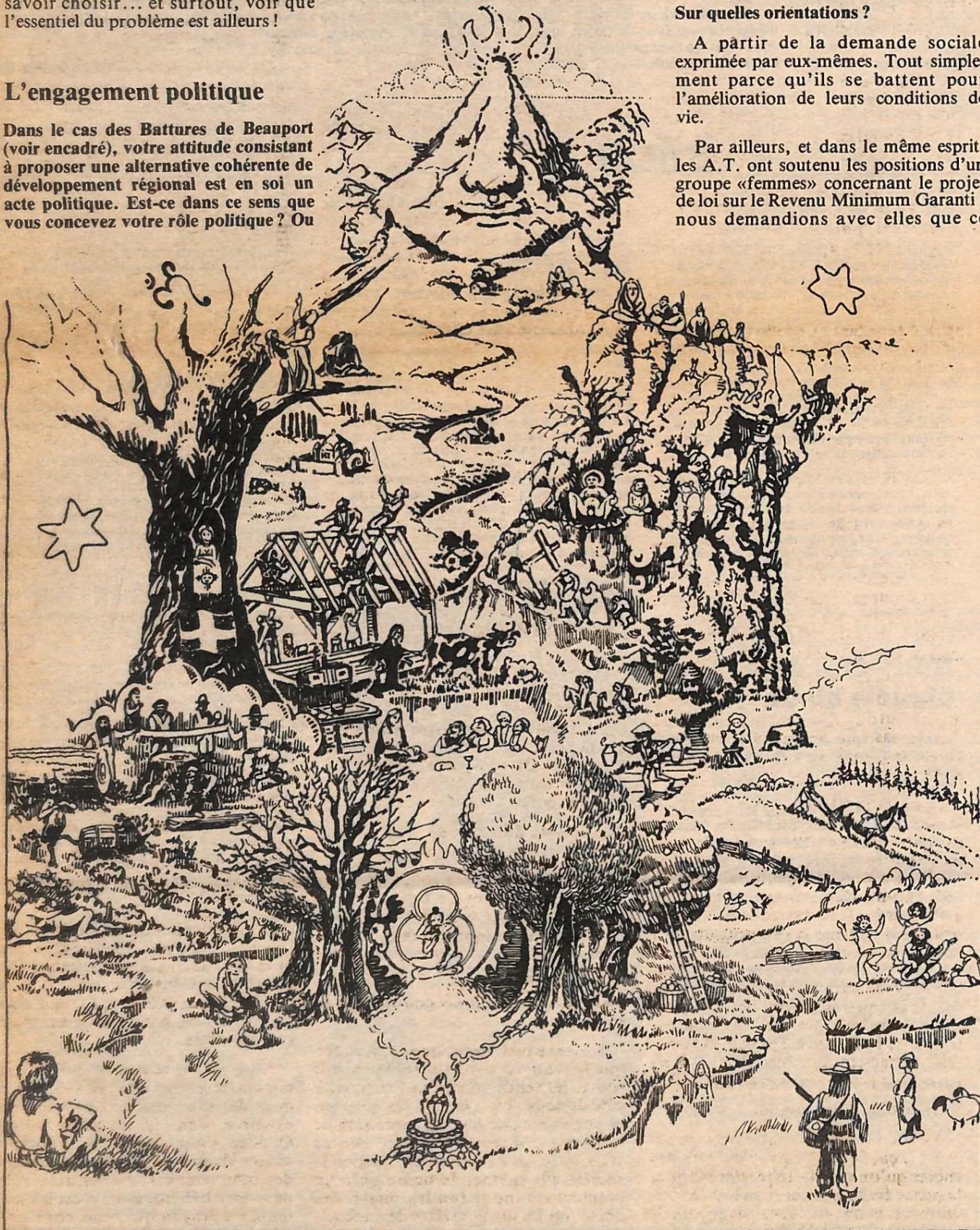
Et d'ici là ?

En attendant, je pense qu'il va falloir éviter de perdre trop de monde, trop de gens qui se fatiguent de voir que ça ne bouge pas, et qui se retirent soit sous forme de petites communautés, soit sous forme individuelle : vivre en autarcie... écologiquement.

Mais est-ce que c'est vraiment vivre écologiquement que de nécessairement dire merde à la société et de se retirer ? Il est bon qu'il y en ait qui le fassent ne serait-ce que pour montrer qu'il est possible de vivre avec un niveau de consommation et de dépendance très faible. Mais beaucoup ont les moyens d'avoir une véritable action militante. Alors pour tous ceux-là, c'est un peu dommage.

En définitive, nous venons à peine de commencer. Ce n'est vraiment pas le moment de baisser les bras !

Propos recueillis par
Emmanuel de Severac



Dessin Mainmise

Le soleil ? un bon créneau

Jeudi 18 janvier, au sous-sol de l'hôtel Méridien, on présente à la presse le «*Journal du Soleil*». C'est le 23 juin prochain, solstice d'été et nuit de la Saint Jean, que les Français seront invités à la «convivialité d'une grande fête populaire» (sic). S'inspirant de l'exemple américain (Sun Day le 3 mai dernier), l'organisation «Espaces pour Demain» à laquelle se sont jointes de nombreuses associations officielles et privées, coordonne cette journée sur le plan français et européen.

Un Comité National réunit les personnalités et organismes qui s'associent au Jour du Soleil. Il y a ceux qui soutiennent : Bombard, de Closets, Crépeau, Maurois, Péricard, Henu, Poperen... etc... Ceux qui financent : des ministères, le Commissariat à l'Énergie Solaire, le Crédit Agricole, les pompes Guinard, le CGE, Leroy Somer, Saint Gobain, EDF, CFP Total... et ceux qui agissent : l'Inra, Nature et Progrès, Air France, Le Sauvage, le Club Méditerranée, des collectivités locales... Ceux qui patronent : Antenne Deux et Europe Un, et ceux qui font bel effet sur une estrade : Jean-Pierre Elkabach, Louis Bé-

riot, Henry Durand, Joël de Rosnay, Jean-Claude Colli, Pierre Lebaillif.

Comme toujours, lors d'une conférence de Presse, l'intéressant est ce qui se raconte après, autour du traditionnel jus d'orange-whisky au choix. On y apprend par exemple qu'il n'y a pas plus radin que Saint Gobain. Que TF1, jalouse de la place prise par Antenne Deux dans l'opération, a pratiquement décidé de boycotter le Jour du Soleil. Que les Amis de la Terre ne sont pas tellement ravis de voir Brice Lalonde siéger dans un Bureau National un peu trop marqué politiquement...

Après avoir réclamé à cor et à cri le soutien efficace d'une promotion de l'énergie solaire, va-t-on se plaindre tout à coup de voir la mariée trop belle ? Certainement pas. Il est vrai que ce côté récupération de l'énergie solaire a quelque chose d'irritant : le Solaire c'est bon ça coco, ça se vend bien. Il y a un créneau. Le danger finalement serait de se désintéresser de cette Journée du Soleil sous prétexte justement de récupération. Ce Jour du Soleil c'est aussi à nous de l'organiser. Si les réjouissances prévues ne vous excitent

pas, si l'affiche de Folon, la peinture de Vasarely, les symphonies solaires, les colloques et les symposiums ne vous font pas bander, à vous de jouer.

A vous de cogiter ferme, à vous d'organiser un Jour du Soleil dont vous vous sentirez partie prenante. Ce Jour du Soleil (qui durera

d'ailleurs une semaine) est une occasion de dire une fois encore notre volonté de changer de société.

Attention, nous prévient-on discrètement : toute allusion anti-nucléaire sera considérée comme extrêmement impolie et grossière... On va se gêner !

Le 23 juin, sachons, nous aussi, nous approprier le bon créneau. Pour le soutien logistique, n'ayez aucun scrupule à contacter «Espaces pour Demain», 7 rue du Laos 75015 Paris, tel. 783 48 31, qui vous enverra brochures et affiches.

Christiane Ellis ●



Infos

Médecins contre Cattenom

Extraits d'une lettre ouverte adressée par un groupe de médecins allemands de la région de Cattenom au ministre de la justice du Land de Rhénanie-Palatinat.

«... Un décret du gouvernement français en date du 13.10.78 a déclaré d'utilité publique le projet de construction d'une importante concentration de centrales nucléaires, dont un surrégénérateur, à Cattenom à proximité immédiate de la frontière. L'impuissance de nos élus, de nos gouvernants et de nos diplomates à empêcher cette construction nous inquiète profondément. En tant que médecins ayant reçu une formation en biologie et informés des risques que comporte l'énergie atomique pour la vie et la santé, nous vous prions instamment d'intervenir auprès du gouvernement de Bonn pour un moratoire nucléaire général et d'introduire avant le 13.12.78 un recours auprès des autorités françaises contre la déclaration d'utilité publique.

Les travaux de terrassement ont déjà commencé à Cattenom, car il n'y a plus besoin en France de permis de construire aussi longtemps que la construction des murs n'est pas commencée, nous y voyons le début d'une action dommageable pour la santé publique.

... Apparemment, les technocrates de nos pays nous imposent leurs priorités dans l'ignorance quasi totale de la portée biologique de leurs décisions. Nous considérons qu'en votre qualité de ministre de la justice et de défenseur attitré des droits de l'homme, il vous incombe d'entreprendre des actions immédiates pour sauvegarder le droit des habitants de la région de Cattenom à la vie et à la santé.

Il est bien connu que dans aucune centrale nucléaire, le tritium radioactif ne peut être efficacement filtré. On sait également que dans les substances vivantes le tritium se substitue à des atomes d'hydrogène. On se limite en revanche trop souvent au problème de la présence de tritium dans l'eau et on néglige le fait qu'il a la propriété de se fixer durablement dans l'organisme par l'intermédiaire du sucre, de l'amidon, du vin et des protéines et qu'il ne s'en laisse déloger par aucune méthode de décontamination. Or, en dépit du manque de statistiques depuis 1973, on peut penser que partout en République Fédérale la viande de boucherie contient

aujourd'hui du tritium, du fait que la production végétale des terres proches des centrales est écoulée dans toutes les directions par le canal de l'alimentation industrielle du bétail. On a également trop négligé jusqu'ici le fait que par suite du développement de l'énergie nucléaire ce rarissime isotope de l'hydrogène se rencontre 1 pour 10 puissance 18. On ignore enfin trop que les installations projetées à Cattenom, y compris le surrégénérateur, rejettent annuellement dans notre atmosphère, en fonctionnement normal, entre 80 000 et 100 000 curies à base de tritium.

... Aussi nous faisons nous auprès de vous, très honoré Monsieur le ministre, les interprètes de nos concitoyens encore ignorants de leurs droits et des dangers qui les menacent, pour que vous acceptiez de devenir leur avocat.»

Nouvelles de la planète bleue

La conférence sur la Méditerranée terminée samedi à Genève et non à Paris comme nous l'avions indiqué, et commenté en ces termes par *Le Monde* : «les accords signés en 1975 à Barcelonne par les pays riverains de la Méditerranée feront tâche d'huile». En effet les Etats d'autres régions maritimes du globe, telles que le golfe Persique, le golfe de Guinée ou le détroit de Manacca, souhaitent aboutir à une réunion du même genre pour lutter contre la pollution de leurs eaux.

Toujours à Genève, du 23 janvier au 12 février derniers, 84 pays se sont réunis pour la huitième session de la conférence sur le Droit de la Mer, qui va démarrer le 19 mars. Plus de 150 pays y seront présents pour définir les nouvelles conditions d'utilisation du milieu marin. Trois cents articles y seront discutés, de la définition de la zone économique fixée unilatéralement par certains pays à 200 milles, jusqu'à l'exploitation du pétrole et des nodules polymétalliques qui tapissent certaines parties du fond des océans.

L'avenir de la mer se joue donc à Genève. Le sort des 2/3 de la surface du globe s'y décidera. Nous aurons l'occasion de suivre les débats de près.

G.K. ●

Bretagne ferroviaire

Nouvelles manifestations anti-SNCF, dimanche 4 février en Bretagne : il ne se passe plus de semaines, désormais sans qu'un Paris-Brest ou un Nantes-Quimper ne soient victimes du mécontentement des usagers. A Rospenden, on a même remis ça le mardi 6 février. Ce mouvement va grandissant et l'approche des cantonales lui apporte un soutien inattendu, puisque tout le monde est contre la suppression de gares et de certains arrêts, même du côté de la majorité... A Quimperlé, Louis le Penec, Député socialiste du Finistère, a été le premier verbalisé pour avoir, avec 400 manifestants, déjoué la vigilance des gendarmes mobiles et occupé le Ballast. A Messac, c'est au son du signal d'alarme que le maire et son Conseil Municipal monté dans le train à Redon, sont descendus dans leur gare, sous les regards satisfaits des manifestants et surpris des gendarmes mobiles. Côté direction, on ne désarme pas et on confirme qu'on répondra par plainte à chaque action des usagers.

D. ●

Chômeurs en mouvement

Quinze mille personnes à Nantes, six mille à Saint-Nazaire, mille à Châteaubriant où une stèle au chômeur inconnu a été scellée devant la mairie, ont répondu à l'appel des syndicats pour une journée de grève et de manifestations sur le thème du chômage.

Au-delà d'un tel rassemblement, somme toute traditionnel dans sa forme, cette manifestation est sans aucun doute un événement symbolique dans la région, une sorte de tournant social. Quoique de violents affrontements aient clôturé cette journée et le lendemain, une manifestation contre la répression regroupait plus de 5000 personnes. Sachant cela, la Préfecture annulait les procédures de flagrant délit prises à l'encontre des manifestants de la veille. Elle donnait par ailleurs l'assurance que les grenades ne seraient pas employées. Le pouvoir tient à affirmer sa force mais ne peut prendre le risque d'une

escalade provocatrice. Il y a 10% de chômeurs en Loire-Atlantique alors que la moyenne nationale est de 5,9%.

D. ●

Revendication civique

Ce texte est à présenter ou envoyer à votre député et ceux de la région pour obtenir son soutien et sa signature. Bien préciser que cela ne concerne pas seulement les écologistes mais également les petits partis (PSU) et mouvements divers représentant une fraction importante de l'opinion publique.

La France est le seul pays de la Communauté Européenne où le droit de présenter des candidats aux élections européennes risque d'être limité aux quatre partis principaux : UDF, RPR, PS, PC.

Le Gouvernement français exige en effet des candidats qu'ils fassent l'avance des frais d'impression (bulletins de vote, circulaires aux électeurs, affiches) soit plus de 300 millions d'anciens francs.

Dans tous les autres pays européens, ces frais sont pris en charge par l'Etat. La seule condition pour avoir le droit de se présenter est de recueillir des signatures d'électeurs et électrices (5000 en Belgique par exemple) ou de verser une caution raisonnable.

Les écologistes demandent donc au gouvernement français (et à Monsieur Giscard d'Estaing qui a écrit un livre intitulé «*Démocratie Française*») de supprimer le monopole des partis traditionnels et de reconnaître à tous les Français l'égalité électorale.

Pétition

Le système électoral prévu en France pour les élections européennes crée des obstacles financiers impossibles à surmonter pour les écologistes et d'autres mouvements. Je demande qu'il soit aboli et que soit reconnu à tous les Français l'égalité électorale.

Nom : Adresse :
Qualité : Signature :

A retourner au Comité pour l'Égalité Électorale 11, rue du Général de Larminat, 75015 Paris.

Ces bêtes qui nous veulent du bien

*Dans la lutte contre la rage,
ne pas vendre la peau de l'ours
et scruter d'un œil de lynx.*

La Maison de la Culture de Grenoble ne se cantonne pas aux divertissements et théâtraux, mais programme aussi des expos sur la nature, comme ce congrès de mammalogie cet hiver qui avait pour thème les carnivores. A en juger par les autocollants décorant les voitures des participants (400 environ), les amis des bêtes - pourquoi du reste les regarder avec condescendance du bout de l'écologie politique ? - n'étaient pas les seuls représentés. Les universitaires n'étaient pas non plus en terrain conquis. Beaucoup de naturalistes amateurs, d'écologistes potentiels ou patentés les côtoyaient. Bref, ce colloque qui rassemblait une grande diversité de sensibilités, ne ressemblait pas trop à un congrès de société savante. Seule la complicité de ceux qui se connaissent nous a paru gêner parfois la participation des paumés.

Trois ateliers de discussion, une séance de projection cinématographique publique qui fit salle comble, une matinée scientifique et une assemblée générale constituaient le menu du colloque.

Le premier atelier fit le point sur les différents projets de réintroduction du lynx dans les Alpes et dans les Vosges. C'est en effet dans ces deux régions que les projets sont les plus avancés. Mais pourquoi réintroduire le lynx ? Pour tenter de rendre aux chaînes alimentaires appauvries par l'action de l'homme (chasse, urbanisation, pollution, etc) leur richesse antérieure. Les pyramides écologiques sont en effet presque toutes tronquées depuis la disparition du lynx et du loup, la quasi-disparition de l'ours et l'extrême raréfaction des grands rapaces. Pour remédier aux nombreux déséquilibres que ce déplorable état de fait entraîne.

Prophylaxie

Mais plus un milieu est pauvre, plus il est fragile et que l'homme, bien que s'étant placé à part, fait partie de ce milieu que son travail transforme mais ne devrait pas détruire. Il existe bien d'autres raisons de réintroduire le lynx ; mais, au-delà de conjectures scientifiques que seule l'expérience permettra de pleinement vérifier, la beauté, l'amour de l'animal, pour qui l'a vu, ne serait-ce que sur l'écran, suffirait... Par ailleurs, il convient de le signaler, dans le cadre d'une prophylaxie écologique de la rage, le lynx, qui n'est que rarement touché par la maladie (0,5% de la population en Tchécoslovaquie), et uniquement sous sa forme paralytique (non furieuse, donc non dangereuse), pourrait réduire d'éventuelles surpopulations de renards et des surpopulations avérées de chats harés (chats domestiques redevenus sauvages). En Suisse, le Creux du Vent, où le lynx a été réintroduit avec succès, n'a toujours pas été atteint par la rage... Un retour de ce splendide animal dans nos régions, que sans l'homme il habiterait toujours, présente-t-il des inconvénients ? Apparemment aucun. Ses mœurs nocturnes, discrètes, font que ni incidents ni accidents ne sont véritablement à redouter. Les expériences antérieures de réintroduction (Tchécoslovaquie, Suisse Bavière) le

prouvent. Les sites ? Le Vercors, plus vaste préalpe, est prioritaire, devant d'autres contrées forestières relativement peu anthropisées (Chartreuse, Bauges). Un regret à ce sujet : que le flanc ouest du massif des Ecrins très favorable à notre avis (4150ha de forêts dans 20000ha peu anthropisés), n'ait pas été retenu.

Ours gratuit

Le second atelier avait pour thème la survie de l'ours brun des Pyrénées, race particulière en voie d'extinction. Mais un ours, à quoi «cela» sert-il, seraient tentés de questionner les béotiens ? Pratiquement à rien, pourrait-on leur répondre. L'ours est gratuit, unique, inventable. Il est la nature. Si une œuvre d'art ne vaut que le prix

l'ennemi ancestral du berger. A cela, jusqu'à présent, rien n'y a fait ; pas même la protection officielle totale de l'animal en 1962, assortie du remboursement des dégâts causés - mais les formalités sont souvent fastidieuses et longues et les coûts sous-estimés - pas plus que l'installation du Parc National des Pyrénées en 1967 (dont le tracé ne tient nul compte du reste des zones fréquentées par l'ours) qui tente tout au plus, et de façon souvent maladroite, de l'attirer dans le périmètre protégé et de l'y sédentariser. Et le poison discret et efficace achève les derniers individus. Il convient enfin d'ajouter à ces dangers celui de la détérioration pure et simple du biotope de l'ours, par la mise en exploitation de certaines zones forestières dont il est le familier ou encore la trop bien connue urbanisation montagnarde, qui porte

de l'ours, avec une subvention complémentaire en cas de dégâts constatés. A cet effet, il lui est nécessaire de disposer de ressources relativement élevées (250 000,00 francs au début), récoltées auprès des sociétés de protection de la nature, des communes, des départements, de l'Etat, des sociétés industrielles ou commerciales, de tous ceux enfin qui s'attachent à la survie de l'ours. Quels que discutables parfois que puissent apparaître ces procédés (pourquoi «acheter» la survie de l'ours ?), ce fonds a le mérite d'exister et d'essayer d'agir, face à une situation tragique et urgente.

Quant au troisième atelier de discussion, sur les problèmes de la chasse, n'y étant pas personnellement allés, nous n'en parlerons pas.

Pauvre Goupil

Les films projetés étaient remarquables, et furent remarqués. Notamment un documentaire sur le lynx, tourné aux USA, et un film canadien sur le loup. A côté de ces morceaux de choix, un excellent montage diapos, réalisé par la FRAPNA Isère, sur le renard et la rage. Plein d'humour et de science, à l'image du journal «La Hulotte» dont il s'inspirait par moments, ce montage remit bien des idées en place et fit tomber bien des préjugés. Ce qui n'est pas inutile au moment où la rage gagne la Savoie et le nord de

que ceux-ci omettent de dire c'est que ce «nuisible» au régime alimentaire transformé depuis que la myxomatose a balayé 95% des lapins se nourrit de quelques 6000 campagnoles par an qui, sans lui, pulluleraient dangereusement (pour les cultures). Dernier point : Une prophylaxie écologique de la rage consisterait notamment dans la vaccination systématique des animaux domestiques, intermédiaires dans ce cas entre l'homme et l'animal sauvage.

Diverses contributions scientifiques animèrent une demi-journée ; la fouine, la belette, le lynx, le renard, le blaireau, etc., en firent essentiellement les frais. L'assemblée générale ? Toujours passionnée, mais jamais houleuse. Elle fut trop souvent cependant, à notre avis, prise en mains par les spécialistes (universitaires, conseillers biologistes, représentants des chasseurs, de la DDA, etc). Le phénomène avait été moins net dans les ateliers. De plus, les débats furent parfois trop rigides. L'assemblée vota un certain nombre de motions, qui nous parurent parfois avoir été trop préparées avant les ateliers de discussion pour que leur élaboration soit véritablement démocratique : En faveur de la réintroduction du lynx, de la protection de l'ours, des petits carnivores sauvages, etc.

A côté du colloque proprement dit : une très intéressante exposition, encore visible à la maison de la culture de Grenoble, sur les mammifères sauvages : des stands divers où l'on pouvait se procurer notamment le très bon dossier



Photo Varin et Visage/ARAP

de sa peinture et de sa toile, l'Ours ne vaut que le prix de sa peau. Mais que vaut alors notre civilisation ? (cf. la très intéressante brochure éditée par le F.I.E.P. 8 rue Gérard Cal, 64000 PAU.) Tiens... Et ces ours, il en reste donc encore chez nous ? entendit-on parfois ici ou là, tant son existence est assez mal connue dans notre région (Rhône-Alpes). Eh oui, il en reste, mais si peu. Une vingtaine de représentants tout au plus, appelés à disparaître dans les cinq prochaines années si une action énergique et efficace n'est pas immédiatement menée. Car l'ours est, lui aussi, l'objet de bien des convoitises de la part des chasseurs. Non pas qu'il soit tellement gênant pour le gibier (il est végétarien à 90%) ; mais surtout quel butin prestigieux - et rémunérateur ! - qu'une peau d'ours ! En outre, et c'est là le plus grave, l'ours, comme le loup jadis, est

atteinte dans ce cas à l'ours comme au pastoralisme traditionnel en général. Il est donc pressant d'intervenir, on le voit. C'est le but que s'est fixé le F.I.E.P. (Fonds d'Intervention Eco-Pastoral), association de 1901 : protéger la «grosse bête» sympathique que représente l'ours brun des Pyrénées tout en permettant à l'exploitation pastorale en milieu pyrénéen de se maintenir dans des conditions optima, c'est à dire respecter un écosystème aujourd'hui en déséquilibre. Il faut dans cette optique susciter principalement l'adhésion des bergers, tout en se dotant de moyens de lutter contre la pression des chasseurs comme des promoteurs. Dans l'immédiat, avant qu'une véritable mais peut-être trop tardive prise de conscience n'intervienne, le F.I.E.P. se propose de dédommager de façon plus importante les bergers gênés, en règle générale, par la proximité

l'Isère. Rappelons quelques points. Le massacre des renards, dont rien ne prouve qu'ils prolifèrent, n'arrête pas la progression de la rage. L'Allemagne l'a abandonné pour cause d'inefficacité, la Suisse, pour les mêmes raisons, ne l'a pas entrepris (et dans ce dernier pays, la vague rabique, une fois passée, a laissé une population de renards réduite mais saine dans l'ensemble). De plus, en détruisant stupidement goupil, les services officiels se débarrassent du même coup du blaireau, cet autre «nuisible» (1) qui occupe souvent le même terrier que le premier cité ; Sans compter d'innombrables autres petits carnivores que gazages, piégeages et autres moyens de mise à mort aussi barbares que non sélectifs n'épargnent guère. Le renard, qui n'est pas le seul animal touché par le virus, est d'abord décimé en tant que concurrent présumé des chasseurs. (2). Mais ce

«nuisibles» (120p 15F) édité par «La Hulotte» (Boult aux bois 08240 Busancy) dans le cadre de sa campagne nationale de protection des petits carnivores et le non moins bon dossier sur la réintroduction du lynx dans les Alpes françaises réalisé par la FRAPNA (22, rue Saint Laurent 38000 Grenoble).

Bref, un colloque intéressant, car il ne faut tout de même pas oublier par exemple que lutter contre l'implantation d'une autoroute, c'est aussi bien lutter contre le gaspillage énergétique que contre le massacre d'un paysage, contre la coupure meurtrière d'un biotope, que pour la survie d'un tissu rural vivable.

Aline et Pierre Champollion ●

(1) La notion d'animal «nuisible» est du reste une aberration écologique.
(2) Mais lui ne tue pas pour le plaisir.

A lire dans le train en attendant le tunnel



Poétique

A toute seigneurie, toute honneur. Pour trouver **Gabrielle**, livre dessiné de Zette Sautard et Murielle Arguillère, il vous faudra de la patience et de l'imagination. Je n'en sais ni l'éditeur ni le prix. On me l'a donné du côté de Forcalquier en Haute Provence. Les auteurs vivent là bas. Mais trouvez-le car il s'agit d'une merveille. **Gabrielle** c'est une santé joyeuse, folle, divine. Une histoire d'amour entre Gabrielle et le sanglier gourmand qui lui fait l'amour, lui retousse sa jupe de toile avec sa truffe mouillée, et de ses quatre sabots noirs fait s'ouvrir des fleurs d'écaïlle sur le plancher. Livre qui oublie et les adultes et les enfants et les réunit dans leur sort commun de magiciens créateurs.

Un jour d'automne, Pierre Mélet m'envoie de ses Hautes Alpes un livre sur les bergers. Dans son livre je retrouve les sourires de ces bergers; moi je crois que ce sont des sages et lui me le confirme. Des sages pas habituels, parce que eux, ils n'ont pas de tribune. Sages du non-dire, du non-agir. Pierre Mélet a écrit tout ça dans **Trente années au service des bergers et Bergers mes amours**. (Même qu'il m'a fait le cadeau d'y mettre une petite histoire de moi sur mon ami Marcel de Crévoux). Ces livres il faut les commander chez l'auteur qui habite à 05300 Antonaves. Vous savez comme moi que l'extase se dit mal, alors on prend les chemins détournés des événements et des récits, et ces paroles populaires en disent long sur la beauté.

Ne quittons pas complètement les moutons. J'ai dans les mains et dans le cœur, le livre de Claude Dendaletche : **Montagnes et civilisations basques**, paru chez Denoël. Gros bouquin, luxueux, cartonné, bourré de photos et de dessins. D'habitude je me méfie d'ouvrages au style encyclopédique, de plus, ne connaissant pas l'auteur, j'hésitais à en parler. Mais ce bouquin est celui de quelqu'un qui aime. Qui aime au tout profond, de la connaissance magique à la rigueur scientifique, une terre d'on aucun mot ne saurait rendre compte. Une terre et des gens. Une terre et son histoire. Une terre et sa vie. L'auteur explique dans l'exergue qu'il porte en lui cette ouvrage. On le croit. Terres basques dont j'ai goûté avec ferveur cet été le symbole des vautours. Dendaletche nous raconte le plus possible, et nous salivons à la dernière page, écrite en montagne à Okabe. Parmi les cromlechs, avec la pensée du vautour blanc, dans le lieu d'Iharrita, la pierre des morts, le biologiste et l'écologiste dit ce signe : « Dans ces montagnes, seul vaut l'animisme ancestral, car tout ce qui vit est signe, le feu qui craque et le crépuscule qui gémit ».

Magie, histoires et lieux d'hommes, avec le très beau livre de Jean-Louis Rieupeyroux : **Les Fils du Soleil** au Seuil. Le premier tome, **Les Siècles de la Liberté**, est l'occasion de visiter ces terres dont parlait Don Talayeva dans **Soleil Hopi**. Livre d'images que je ne saurais juger raisonnablement. J'ai peur de cette ethnographie qui fouille en oubliant de s'interroger sur sa propre fonction. Je suis malgré moi fasciné, comme si je n'avais pas d'ancêtre, je trouve là l'histoire de ceux que j'aurais choisis. Livre à ne lire que si on le double des mots indiens de Talayeva Don Juan, sinon ce sera tourisme. Tour sur soi-même et pas sur l'autre.

Ca s'appelle collection **Romans hors-Concours** et ça publie de bons trucs, souvent inaperçus parce qu'une édition

alternative, les médias ne s'en préoccupent pas. Souhaitons à l'équipe de Carité de se faire connaître. D'abord parce que leurs livres sont beaux et pas chers surtout parce qu'ils vont chercher des gens comme Monique Haberer qui savent écrire. Avec son cœur et avec son corps. On se faisait un peu voyeurs dans son premier roman **Les Chemins Bleus**, on récidive ce regard par le trou de la serrure avec **Enfants des Collines**. La mère Monique maternelle des amours avec tant d'éclairs dans les yeux que si elle continue d'écrire, va y avoir du monde à sa porte. Ouvrez Monique, ouvrez, bon sang de bois vert, je veux te voir, si pas possible, vis et gratte, on en sera toujours bénéficiaire...

Aux Inéditions **Barbare** on rencontre le Maroc emprisonné avec la force détreuse d'Abdellatif Laabi. Avec **Chroniques de la Citadelle d'Exil**, recueil de lettres et de textes de prison, on foule une intimité. La vie d'un prisonnier est d'abord public. Que l'on montre tout puisqu'on enferme. Laabi écrit **Ma Femme aimée** et tous les emprisonnés parlent avec lui. **Ma femme aimée** quel lien plus politique reste-t-il à celui qui compte les jours avant la délivrance. Que fait-on pour lui, pour tous les autres ? « **La liberté est alors une somme de rapt, de défenestrations hors temps, un délire de visions intra muros. J'arrive, malgré les barbelés de l'existence et voilà je te serre la main** »

Je voudrais terminer par la littérature magique. Actuellement en France il se passe quelque chose de très fort du côté Editions **Cosmose**. Le **A Deux Mains** de J.P. Campagne et Cadet n'est ni le plus représentatif ni le meilleur pour une première approche, n'empêche qu'il y a là **sacré matière**... Je vous présente juste les deux auteurs, pour le reste commandez leurs livres et leurs seize histoires de folles. Jean-Pierre Campagne : « **C'est en survolant la triangle des Bermudes qu'il a commencé d'écrire, depuis il ne s'est pas arrêté si ce n'est pour boire un café de temps en temps. Titulaire de brevet de natation 50m nage libre. Cadet : poète vagabond, prix Renardeau en 68 pour La Bicyclette et le Tabouret à trois pieds, histoire d'amour. A découvert l'Amazone en remontant l'Adour.** »

On aurait tort de ne pas s'intéresser aux chinoïseries. Pensée questionnante ô combien écologique dans l'âme. Alors vite fait, après Dumont et Lalonde le sauvage, calfeutrez-vous dans la merveille du **Tao Te King**, de Lao Tseu. Ainsi que dans la série de Gallimard qui publie entre autres, les œuvres complètes de Tchouang Tseu. J'ai eu avec ces livres le bouleversement le plus intense ressenti ces dernières années. Œuvre de nature, précieuse comme des fleurs, à ne mettre que dans les mains des jardiniers, des poètes et des enfants.

Pour boucler le cycle : **Chaman** qui se balance à travers champs atteignant le réel tel qu'il est. Un numéro sur l'expérience poétique de Han Shan (la montagne froide) à Thoreau en passant par Gary Snyder et quelques écrivains sorciers, vient de sortir. Pour fêter l'alpinisme de l'écriture.

Asselin ●

« **Enfants des collines** », de Monique Haberer, roman Utopie à Lys 64 260 (120 pages, 18F).

« **Chroniques de la Citadelle d'Exil** », de A. Laabi (280 pages), aux Inéditions Barbare, maisonnette des Evaras, Faillautier, 05 000 Gap.

« **A deux mains** », de J.P. Campagne et Cadet aux éditions Cosmose : Mataréou-Canet, 32 400 Riscles.

« **De Han Shan à Thoreau** », Chaman, BP 1709, Saint Giron.

Non-violence politique

Non-Violence Politique, le mensuel du MAN fête son premier anniversaire. Au fil des mois NVP s'est affirmé comme le mensuel qui, « à partir de l'analyse de l'actualité précise la spécificité de la non-violence dans la perspective du socialisme autogestionnaire ».

Au sommaire du N° 12, on trouvera une analyse de la situation en Iran, dans laquelle les rédacteurs soulignent la véritable désobéissance civile de masse,

qu'a constitué la grève illimitée et générale, et qui a fait reculer la pire des dictatures. Dans ce numéro très international, on lira également : l'Allemagne et les interdictions professionnelles, l'objection de conscience et le refus de l'impôt en Suisse, le Partito Radicale Italien et les élections européennes, le socialisme tanzanien, ainsi que les « bonnes pages » de la revue Alternatives non-violentes consacrées à la dissidence en URSS.

Enfin, dans un bref compte rendu du congrès du PSU, le MAN qui participe à la Convergence pour l'Autogestion souligne la nécessité pour ceux qui portent les idées de la non-violence politique de se faire connaître et de s'affirmer d'avantage au sein du courant autogestionnaire.

Y.B.C. ●

NVP 20 rue du Dévidet 45200 Montargis
abonnement 1 an 45F.

La loi Veil en question

Il faut absolument lire le numéro « avortement » de **Pratique** - les cahiers de la médecine utopique - revue du syndicat de la médecine générale.

En cent pages, à travers une enquête menée dans tous les CHU de France, Dominique Boublilly, Christine Hamel, et Jean-Daniel Rainhorn, médecins au centre de contraception et d'IVG de l'hôpital Louis Maurier de Colombes, cernent les problèmes techniques, professionnels et humains posés par l'interruption volontaire de grossesse. Document précieux par sa clarté et sa précision, ce numéro spécial insiste sur la volonté archaïque des grands prêtres de la gynécologie-obstétrique de continuer à contrôler la reproduction du genre humain... et leurs sources de revenus. Des grands prêtres qui, soit dit en passant, laissent l'enseignement médical français dans une ignorance crasse de la pratique de l'IVG.

Un document vrai et un outil de combat qui en apprendra beaucoup aux plus averties (is).

R.L.C. ●

Pratique N° 28, janvier 79, F. 20 - BP 8 92220 Bagneux. Abonnement annuel 10 numéros plus un numéro spécial : 150 F, 120 F pour les étudiants.

Western fantastique

Les lecteurs de BD connaissent bien Mako. Ils l'ont vu dans des tas de petits journaux, de **Falotoff** à, plus récemment, **Méfi!** (qui fait en ce moment des merveilles, grâce, surtout, à la persévérance de Volny (1). Et Mako s'améliore, au fil des ans, comme le bon vin. On se souvient de son premier petit livre **La grande chasse**, publié par l'Association Limage (2) dans sa série **La Pliade**. Un pliade, c'est un livre qui se regarde en tournant les pages, mais qui peut aussi se déplier pour donner une grande fresque où chaque dessin s'enchaîne. On en apprend des choses dans **La Gueule Ouverte!**

Mako dessine beaucoup, mais il est cependant resté très secret. On ne l'a



jamais vu dans les journaux grand public, et il n'a voulu, sans doute volontairement, travailler qu'avec les publications marginales. C'est on ne peut plus sympathique, mais on peut regretter tout de même qu'il ne fasse pas plus de bruit, il le mérite. Car son graphisme est tout à fait à part, dans la BD : entre la gravure à l'ancienne et le psychédéisme, vous voyez un peu ce que ce mélange contre nature peut donner...

Il faut donc espérer que ce nouvel album **Western Fantastique**, fabriqué avec beaucoup d'attention par Artefact, lui donnera une plus large audience.

Dans le désert, un type à cheval se ballade et tire au revolver. Il fait d'étranges rencontres : des monstres à figure humaine, d'immenses oiseaux de bois, des pagodes japonaises, la Zira de **La Planète des singes**, un soldat allemand à la recherche du chemin de Berlin, des extra-terrestres et même... l'envoyé de Dieu. Un bric à brac tout à fait étonnant qui donne au recueil un petit air surréaliste pas déplaisant. Aucune histoire (Mako aurait tout de même intérêt les fois prochaines à fabriquer quelques scénarios, mais enfin, bon) et aucune morale : juste des rencontres et quelques beaux fantasmes. Mako dessine pour le plaisir. Et pour l'humour. A la dernière page trône un Peau Rouge qui explique pourquoi il n'y a pas d'Indiens dans ce western : « Moi et mes braves nous sommes faits porter pâles ». Elle est bien bonne. Mako est un petit rigolo.

Bernard Blanc ●

Western Fantastique, Ed. Artefact 3 rue du Marché 95380 Enghien.

(1) **Méfi!** c/o Daniel Rougé 6, rue du Maréchal Fayolle, 13004 Marseille.
(2) **Limage** 7, rue de l'Abbé de l'Epée 75005 Paris.

Cultures régionales

Ecologie et régionalisme ont tout à voir l'un avec l'autre, personne ne le conteste. Mais peu d'écologistes sont familiarisés avec les diverses cultures régionales, si ce n'est les leurs propres. Un livre de Ricardo Petrella, paru aux éditions Entente, est à cet égard un outil précieux : il est allé recenser toutes ces cultures, ou presque toutes, ce qui déjà en soi représente une performance; une autre performance, c'est que le livre n'a rien d'une somme, encore moins d'un pavé, tout en étant absolument complet sur ce sujet. « **La renaissance des cultures régionales en Europe** » raconte en détail l'histoire de chacune des provinces européennes, et chaque chapitre se lit comme un petit roman. Il analyse aussi les mécanismes qui ont amené le dépérissement, puis la renaissance de ces cultures, c'est bourré d'idées et d'informations.

Parti pour faire une étude sur le développement économique régional pour le compte de la Communauté Européenne, Ricardo Petrella est vite arrivé à l'impression « de toujours parler de pommes frites », et de conforter des structures existantes, génératrices d'inégalité. Peu à peu, il s'est davantage préoccupé d'infléchir sur ces structures et pour cela, de commencer par les connaître. C'est en cela que le bouquin est irremplaçable pour les écoles que nous sommes : la trajectoire qu'a suivie Ricardo Petrella pourrait être celle de n'importe qui, car il n'est pas un spécialiste « régionaliste ». N'étant pas partie prenante pour une région c'est un panorama du phénomène régional qu'il dresse et qui est, je crois, le plus largement documenté à ce jour sur la question : statistiques de populations, de langues et de dialectes, etc, tout y est. Enfin un livre auquel on puisse se reporter quand on se pose une question.

C.D. ●

« **La renaissance des cultures régionales en Europe** » de Ricardo Petrella aux éditions Entente 12 bis rue Honoré Chevalier 75006 Paris.

A lire dans le train

Le chauffage au bois

Savez-vous que le plus grand four solaire du monde, c'est la forêt ? Avec une production annuelle de 114 millions de milliards de kilocalories, les forêts qui recouvrent (encore) une bonne partie de la planète pourraient couvrir presque deux fois les besoins énergétiques actuels de l'humanité.

L'industrie du papier, telle qu'elle s'est développée à notre époque, représente un immense gaspillage de l'énergie solaire captée par les arbres, tandis que l'utilisation rationnelle du bois comme combustible serait un excellent moyen de la recycler. C'est à la connaissance et à l'utilisation judicieuse de ce trésor énergétique que nous invite Joseph Pousset dans «Le Chauffage au Bois».

Après avoir rappelé la place des arbres dans l'éco-système (rôle des forêts, mais aussi des haies et du bocage) et leur relation avec une agriculture écologique, l'auteur nous décrit minutieusement toutes les opérations permettant d'obtenir le bois de chauffage : ces opérations sont essentielles et on ne s'étonnera pas de les voir occuper plus de la moitié du livre. L'abattage de l'arbre suppose d'abord de posséder les outils appropriés (scies, serpe, haches, coins, tronçonneuses le cas échéant) et de savoir correctement s'en servir et les entretenir ; il faut connaître les différentes méthodes d'abattage (et leurs époques : en général, l'hiver), de façonnage et de stockage du bois ; la manière d'abattre et d'ébrancher les arbres, de fabriquer les fagots, de débiter les bûches, les transporter et les ranger suppose aussi de savoir apprécier les unités de volume de bois (la stère et la corde dont les valeurs varient suivant les régions). Joseph Pousset nous apprend à tailler les piquets de clôture.

Après tous ces préparatifs, le bois est prêt à l'usage. Encore faut-il en connaître le pouvoir calorifique, qui dépend de la densité, elle-même variable suivant les espèces : les bois durs (charme, hêtre, chêne) sont en général les meilleurs combustibles (ils donnent beaucoup de braises) ; les bois blancs brûlent vite et conviennent pour l'allumage (les meilleurs : bouleau et aulne) ; le châtaignier est intermédiaire ; ce sont les résineux qui donnent le plus de chaleur, mais aussi ceux qui brûlent le plus vite. Le pouvoir de chauffe dépend aussi de la durée et des conditions de stockage (environ un an et demi de séchage minimum).

Enfin, Joseph Pousset nous présente les appareils de chauffage au bois (poêles, cuisinières et chauffage central) avec l'explication des différents systèmes de combustion que l'on peut rencontrer, leur pouvoir calorifique, les précautions d'installation et d'entretien, en particulier pour les cheminées d'évacuation des fumées. Ce dernier point est l'occasion d'un rappel du rôle et de l'usage des cheminées à feu ouvert, anciennes et modernes.

Une petite lacune : la compréhension des mécanismes des différents appareils de chauffage reste ardue pour les néophytes et un peu trop générale, ne montrant pas assez comment choisir dans le commerce les appareils les plus fiables, ou, comme cela arrive le plus souvent, comment choisir un appareil d'occasion.

Ceci mis à part, l'ouvrage de Joseph Pousset est excellent et on appréciera sa conception globale d'un usage écologique d'un chauffage au bois. Sa lecture est facile, les données claires et précises (avec de nombreuses photos et croquis), mais il n'a garde d'oublier de nous rappeler que l'essentiel s'apprend, non dans un livre, mais auprès des praticiens chevronnés. Ce qui n'empêche pas de sortir de cette lecture convaincu des «vertus» du chauffage au bois : sain, économique, d'autant plus efficace qu'on peut utiliser des systèmes mixtes (bois/charbon, bois/électricité, bois/fuel).

Régis Pluchet ●

Joseph Pousset, «Le Bois», numéro hors série, 150 pages, 26F. BP 95, 70200 Lure.

Les maquignons du sapin

**Les spéculateurs de bois sont tellement rapaces
que pour accélérer l'enrésinement, tous les moyens sont bons.
Même au prix de la mort de la forêt, et de toute une région avec.
Et pourtant, le secteur bois reste déficitaire.**

La modernisation rapide de l'agriculture dans les années 1960 a touché de plein fouet le Limousin qui était encore un pays de polyculture-élevage et de petite propriété, avec déjà un fort exode rural. La région ne suivant pas le rythme de croissance qu'exige le développement industriel moderne a connu une asphyxie économique quasi-complète. Le départ des jeunes et des artisans aggravant le problème, les paysans en place, pour survivre, ont souvent dû vendre progressivement une grande partie de leurs terres.

La spéculation foncière se développe alors, facilitée par l'attitude de la SAFER et du Crédit Agricole. De grosses propriétés (100 à 200 ha ou plus) sont formées, employant une main d'œuvre peu nombreuse et très mécanisée, afin d'atteindre une productivité maxima au moindre coût. Cette spéculation est d'abord le fait de maquignons (souvent étrangers à la région), qui montent de véritables «ranches» tenues par un ou deux agriculteurs, payés au minimum, malgré un travail qui leur demande une énorme disponibilité en temps. L'accroissement du nombre de terres incultes voit se développer une nouvelle catégorie de propriétaires : les «maquignons du sapin». Ces nouveaux spéculateurs (souvent des sociétés) sont aussi en général des étrangers.

Une enquête de l'université de Limoges menée sur 22 cantons donne des chiffres qui témoignent largement de cette situation.

Les non-résidents (qui n'habitent pas la commune où ils sont propriétaires) possèdent en moyenne 32% des terres agricoles. Quatre propriétaires possèdent (moyenne générale des 22 cantons, suivie du chiffre maximum) : 32% des terres agricoles (48% dans le canton de Gentioux, Creuse), 50% des surfaces boisées (68% dans le canton de

Gentioux, 60% dans celui de Sornac, Corrèze), 64% des résineux (75% dans le c. de Gentioux, 50% dans le c. de Sornac, 40% dans le c. de St Germain les Belles en Haute Vienne).

Sur ces cantons, parmi les non-résidents, ce sont des citadins qui possèdent 35% des bois et 20% des terres. Mais sur le plateau de Millevache, les citadins possèdent 75% des bois et 33% des terres. En tête, les Parisiens, avec : 25% des bois et 50% des résineux, puis Lyon et Bordeaux : chacune de ces villes possède autant de bois que l'ensemble des villes limousines (Limoges plus Brives plus Tulle plus Guéret).

Une plus-value facile

Seuls ceux qui possèdent 80 à 100 ha de bois (c. à d. presque uniquement des non-résidents) peuvent tirer de la forêt des revenus intéressants. Ils ont toutes les facilités pour cela :

- primes et subventions diverses du Fonds Forestier National,
- aide technique (des groupements forestiers et des Centres Régionaux de la Propriété Forestière) qui sont supervisés par l'ONF,
- contrats privilégiés avec les trusts du bois très intéressés par la production de ces «usines à bois» ;
- et surtout, ils bénéficient de l'exonération de l'impôt foncier pendant trente ans. Certains en profitent pour couper et faire une nouvelle plantation au bout de ces trente ans ; on a vu ainsi une commune de la Haute Vienne (Beaumont du Lac) privée de 55% de ses impôts. Cette exonération est d'autant plus scandaleuse pour des communes déjà pauvres qui sont obligées d'augmenter les impôts de leurs résidents.



Photo GO/Civel



Photo GO/Civel

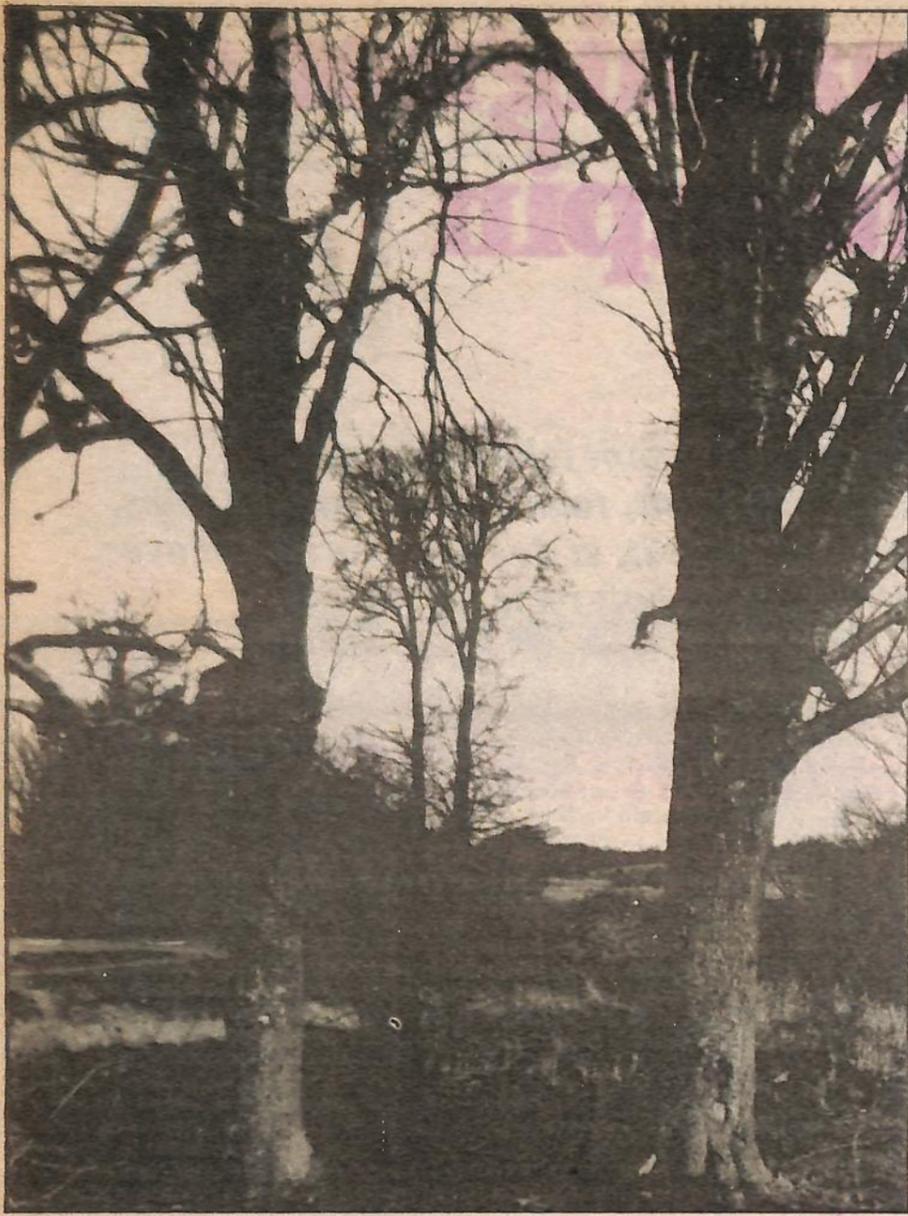


Photo GO/Civel

La mort du Limousin

Le Limousin est une des régions les plus touchées par l'exode rural. Par exode rural, il faut entendre le départ non seulement des agriculteurs, mais des artisans et de toute la population rurale (en France, on appelle ville les communes de plus de 2000 habitants). La population croît encore en Haute-Vienne et, après avoir longtemps diminué, est stationnaire en Corrèze, mais c'est dû uniquement au développement de Limoges (Limoges et son agglomération ont plus de 50% des 240 000 habitants du département) et de Brive (22,5% des 240 000 Corrèziens). La Creuse avec 146 000 habitants est le troisième département français à avoir atteint le taux de désertification (après la Lozère et l'Ariège) : les trois plus grosses villes n'ont que 16 000 habitants (Guéret), 6 600 (Aubusson) et 5 500 (La Souterraine). La population y est donc rurale à près de 80%, près de 60% en Corrèze, 40% en Haute-Vienne. Les chiffres variant vite, on peut estimer que la population rurale du Limousin dépasse encore en moyenne 50% ; c'est toute une région qui vieillit et meurt extrêmement rapidement, malgré les quelques industries à Limoges et à

Brive (d'ailleurs durement touchées par la crise). 7% des agriculteurs seulement ont moins de 35 ans, mais 60% ont plus de 50 ans. En Creuse, un quart de la population a plus de 65 ans. Conséquence : on a affaire à un groupe humain souvent fataliste fortement touché par l'alcoolisme ; le taux de suicides et de psychiatrie y est élevé, etc. ; le célibat forcé pour la plupart des jeunes agriculteurs et l'isolement d'une grande partie de la population n'arrangent pas les choses.

Cette situation est l'aboutissement de plusieurs siècles de colonisation de l'Occitanie. Mais le Marché Commun a donné le coup de grâce à la région qui n'est plus qu'une vaste zone semi-déserte avec pour activités principales :

- le tourisme de plein air
- Les maisons de retraite, de repos, foyers d'handicapés, etc.
- l'enrésinement systématique
- l'élevage bovin extensif (qui semble stagner)
- les mines d'uranium (Monts d'Ambazac en Haute-Vienne) et le camp militaire de 12 000 ha (La Courtine en Corrèze).

R.P.

Les maquignons du sapin (suite)

Une exploitation agricole procure un emploi et demi pour 30 ha, mais pour une exploitation forestière de 100 ha, il suffit d'une seule personne. Le travail des plantations de résineux se décompose approximativement ainsi : les huit premières années, semis et plantation (manuellement ou mécaniquement). Les résineux n'étant pas adaptés au climat du Limousin, les plants ont du mal à prendre et il faut parfois replanter deux ou trois fois (mais c'est l'assurance ou les subventions d'Etat qui paient). Au bout de quinze ans on pratique les premières éclaircies qui sont répétées tous les quinze-vingt ans jusqu'à la coupe finale au bout de soixante à quatre-vingt ans. On voit le profit quand on sait qu'il faut 180 à 200 ans pour qu'une forêt de chênes soit rentable. Lorsque l'abattage final est celui de toute l'exploitation, le surcroît de main d'œuvre nécessaire est à 80% d'immigrés.

Monoculture du sapin

Les spéculateurs sont tellement rapaces que pour accélérer l'enrésinement tous les moyens leur sont bons. Ainsi, début 78, au dessus du barrage du Taurion (à la limite de la Haute Vienne et de la Creuse), 100 ha de forêt de feuillus ont été supprimés d'un seul coup, en partie coupés, en partie arrachés au bull-dozer. Dans de tels défrichements, les arbres sont soit brûlés sur place, soit enterrés (ils peuvent, par exemple, combler les anciens lits des rivières dont on a «rectifié» le cours).

De magnifiques prairies sont plantées après qu'on ait supprimé les toitures des bâtiments, pour éviter les impôts immobiliers. Cette pratique utilisée sur les 130 ha de la ferme des Bordes (Creuse) a entraîné en mai 77 une manifestation contre l'enrésinement sur le plateau de Millevaches (cf. la G.O. n° 160).

Les résineux peuvent aussi être semés ou plantés au milieu des feuillus qui protègent leurs premières années de croissance. On utilise ensuite deux méthodes pour tuer les feuillus ; d'abord l'épandage de défoliants chimiques (le 2-4-5 T d'où est dérivée la dioxine qui empoisonna Seveso, le 2-4-D, ou d'autres produits extrêmement toxiques) ; l'épandage aérien de ces défoliants (aussi utilisés comme débroussaillants sur les plantations) est souvent utilisé malgré ses dangers (on a déjà eu plusieurs cas de contamination du bétail ou d'hommes dont certains mortels) à cause de sa facilité d'emploi et de la sélection qu'il permet, en n'atteignant pas les résineux. Le sapin Douglas qui est actuellement l'espèce la plus utilisée a besoin très vite de suffisamment de lumière pour se développer. On emploie donc de plus en plus souvent une deuxième méthode d'élimination des feuillus : le cerclage. Cette opération consiste à scier chaque arbre à sa base, en faisant un cercle qui coupe l'aubier tout autour de l'arbre et arrête ainsi la montée de la sève ; on peut aussi entailler verticalement l'aubier sur un mètre de haut. L'opération est simple et rapide grâce à la tronçonneuse : l'arbre pourrit sur pied en deux ans.

L'enrésinement source de superprofit a de nombreuses conséquences sur l'écosystème :
- c'est une monoculture qui favorise le développement des parasites et des maladies cryptogamiques, poussant à l'emploi massif de produits chimiques ;
- il favorise l'érosion : l'utilisation d'engins très lourds nécessite des plantations dans le

sens de la pente et non en suivant les courbes de niveau ;
- il modifie le cycle de l'eau : mauvaise rétention qui favorise la sécheresse. C'est donc un facteur d'incendie, d'autant plus que les résineux sont plantés très rapprochés et brûlent très vite ;
- il épuise les sols en dégradant l'humus. Une étude comparative de la faculté des sciences de Limoges a constaté une augmentation de l'acidité de pH 4,2 sous les feuillus à pH 3,4 sous les sapins. Cette acidité diminue la vie biologique et donc est nuisible à la vie animale et des autres végétaux.

Une alternative énergétique

Plusieurs associations luttent contre l'enrésinement systématique du Limousin : sur le plateau de Millevaches et ses contreforts, «Vivre dans la Montagne Limousine» (Le Mas 2330 Faux La Montagne) qui organisait la manifestation contre l'enrésinement de la ferme des Bordes (cf la GO N 160), au Nord de Limoges, l'Association pour la Protection des Monts d'Ambazac (APMA le Petit Coudier 87240 St Sylvestre) qui s'oppose autant à l'enrésinement qu'au développement des mines d'uranium (cf la GO N 172). Avec l'aide de Volem Viure al País, et des Amis de la Terre (87000 Limoges) et du GRANV (même adresse), ils se battent contre ces nouvelles formes de colonisations. Outre la dénonciation de pillage du Limousin et des conséquences écologiques, sociales et humaines (cf encadré), ils proposent des alternatives : les caractéristiques du Limousin en font une région particulièrement propice à une vie semi-rurale avec de nombreuses industries légères. Les ressources énergétiques locales ne manquent pas, et l'autonomie énergétique du Limousin n'est pas impensable. Les cours d'eau ne manquent pas et il ne serait pas difficile de créer de nombreuses petites chutes ; il en existe déjà quelques unes qui alimentent des turbines depuis de nombreuses années et on trouve encore de nombreux moulins à eau pour la meunerie (qui actionnent directement des meules ou par l'intermédiaire d'une turbine produisant de l'électricité). Un complément non négligeable en électricité pourrait être apporté par des éoliennes. Mais la ressource énergétique privilégiée du Limousin, c'est le bois, à condition que la monoculture de résineux (les pépinières ne prévoient pas plus de 10% de feuillus)



A lire dans le train e

France, ta forêt fout le camp

L'une des premières batailles pour l'environnement qui entraîna en France une ample mobilisation fut, en 1960, la lutte contre la traversée de la forêt de Fontainebleau par l'autoroute du Sud. L'action échoua, car l'époque était celle du développement de l'automobile, non celle de l'arbre.

Et dans une indifférence, une inconscience ou un fatalisme trop répandus, la dégradation des forêts françaises alla bon train, sous les multiples coups qui

lui étaient portés : percées pour les lignes à haute tension et les autoroutes, forêts livrées aux promoteurs et camps militaires, polluées par les zones industrielles, des automobiles, surexploitées pour les transformer en usine à bois, à papier, à matière cellulosique et en réservoir pour le tourisme (trop souvent destructeur), la chasse et l'urbanisation. Couronnement de cette évolution : Pisani supprime, en 1964, l'administration des «Eaux et Forêts», créée par Colbert et la remplace par une Direction (bidon) des Forêts au ministère de l'Agriculture et surtout par l'Office National des Forêts.

L'ONF, dont le conseil d'administration est entièrement nommé par décret (un seul forestier sur la vingtaine de membres du premier conseil !) n'a plus pour fonction première l'entretien et la protection des forêts, mais leur gestion : son premier président, un ancien préfet,

pour l'adapter aux normes industrielles et commerciales va inciter à «l'obsession de la productivité à tous les niveaux de l'ONF». Ce nouvel état d'esprit entraîne le développement extrêmement rapide des deux nouvelles «méthodes» de sylviculture : la coupe rase et l'enrésinement systématique.

Dix ans après la bataille de Fontainebleau, la situation de la forêt française est au bord de la catastrophe : de partout des voix de plus en plus nombreuses se font entendre pour dénoncer cette situation, en particulier de très nombreux scientifiques. L'ONF contre-attaque par une propagande démagogique. Malgré une relative censure des médias, une partie de l'opinion publique s'émeut, alertée en particulier par le livre blanc de la CFDT des Personnels techniques des Forêts : «S.O.S. Forêts Françaises» (septembre 71). Ceux-ci n'hésitent pas à se mettre en grève par

deux fois ; ils réclament : la création d'un ministère de la Forêt et de l'Espace Naturel.

La fin des impôts de l'Etat qui prend les 3/4 des revenus de l'ONF, compromettant sa «rentabilité», un conseil d'administration de l'ONF représentatif des forestiers et usagers, la fin de l'enrésinement systématique et le retour à des méthodes de sylviculture respectant l'éco-système forestier. (ce qui serait à moyen terme plus économique !), la nationalisation progressive des forêts privées (2/3 des 14 000 ha des forêts françaises), etc. (sans oublier la fin de l'affectation des objectifs à l'ONF).

Après cette «bombe», lancée par les agents forestiers, le sommet de la contestation de l'ONF est la table-ronde du congrès de Nature et Progrès (Paris, 1974) réunissant le nouveau directeur

disparaisse au profit d'une exploitation rationnelle d'une forêt aux essences variées (actuellement, on a 150000 ha de conifères pour 350000 ha de feuillus). En sachant qu'au bout de 30 ans, dans les mauvais taillis, on tire 80 m³/ha de bois, dans les bons le double, dans les taillis sous futaie, on arrive à 125 m³/ha, on pourrait récolter environ un million cinq cent mille mètres cubes de bois de chauffage (actuellement les feuillus sont sous-exploités).

Avec cette production, on pourrait chauffer environ 45000 familles (180000 personnes) soit 25% de la population totale ou 50% de la population rurale. Economiquement, il n'est pas difficile d'envisager cette possibilité : sept stères de bois (1 stère = 1 m³) équivalent à environ une tonne de fuel. Un petit village de la Creuse en a fait la preuve : chaque maison (une douzaine de foyers) s'est équipée progressivement d'un chauffage central au bois. Avec une cuisinière (aux alentours de 4000F), un ballon de 120 l et 4 ou 5 radiateurs, on chauffe une maison, pour un prix de revient total (matériel plus frais d'installation) d'environ 10000 F. La consommation est d'environ 30 stères de bois pour l'hiver, soit 2100F (le stère vaut environ 70F ou 80F en Limousin, mais 90F à Limoges), ce qui correspond environ à quatre tonnes et demi de fuel (à 0,90F le litre), soit 4000F; à cette économie importante, il faut ajouter que l'usage de la cuisinière représente en plus une économie de gaz (100F).

Un certain mouvement de retour à la terre s'est manifesté dans le Limousin depuis quelques années; les chiffres qui précèdent montrent qu'ils ne s'agit pas seulement d'un mouvement utopique, mais de la seule alternative à la mort de la région. Seulement, le développement de ce mouvement est entravé par la SAFER qui reçoit de nombreuses demandes d'installation de jeunes (beaucoup de citadins, mais beaucoup de jeunes ayant fait des études agricoles aussi), mais qui ne favorisent que l'installation des grosses propriétés.

Or, pour les jeunes, il est extrêmement difficile de s'installer, les vieux paysans qui sont devenus fatalistes refusent de louer et préfèrent laisser terres et bâtiments à l'abandon ou alors profitant de la spéculation foncière, ne vendent qu'à des prix prohibitifs.

Régis Pluchet ●



Photo Baumann



Photo Lambours

La forêt-parc de l'an 2000

Sans doute les craintes de ceux qui redoutent une «sur-exploitation» de la forêt à des fins industrielles sont-elles justifiées actuellement, mais exploitation ne signifie pas forcément saccage et reboisement ne veut pas dire «mono-culture». Or si elle est actuellement «saccagée», la forêt est sous-exploitée, faute d'une meilleure utilisation de l'espace forestier. «La récolte de bois pourrait même être excédentaire en utilisant davantage les branches et en mettant en valeur les forêts dégradées».

Dans une brochure sur la forêt (1), la PSU fait plusieurs propositions qui méritent d'être approfondies. Les auteurs de la brochure proposent d'implanter sur place des unités de production de pâte à papier, à l'inverse des unités de recyclage du vieux papier qui devraient s'installer près des lieux de consommation. Quant aux entreprises régionales menacées par le gigantisme - scieries, fabriques de meubles - elles devraient être maintenues afin de fixer les emplois. De même la création d'industries de transformation du «petit bois» freinerait l'exode rural et la désertification. Cette décentralisation en petites unités de production permettrait de coller davantage aux possibilités géographiques, en mêlant les espèces - feuillus ou résineux. En-dehors de la pâte à papier où la concurrence étrangère profite d'une inadaption technologique des industriels français, il est également possible de renforcer l'industrie du meuble. La preuve : un tiers des grumes de feuillus sont exportées à l'état brut ou de sciage pour être réintroduites ensuite sous forme de meubles. Le petit bois peut également être transformé en granulats, gaz ou carburant liquide. Le bois, source d'énergie renouvelable... on l'avait presque oublié...

Voici quelques extraits des thèses du PSU.

Un secteur déficitaire

«Le déficit de notre balance commerciale dans le secteur bois, pâte à papier, papier et meuble atteint annuellement, près de 8 milliards de F. Et pourtant, on a supprimé

depuis 1975 plus de 30000 emplois dans l'industrie du meuble et plus de 15000 dans l'industrie des pâtes et du papier.

Le bois manquerait-il? La France avec un quart de son territoire recouvert de forêts n'a-t-elle pas le plus grand domaine forestier des pays de la Communauté? Et ne pourrait-on pas recycler davantage de vieux papiers et de vieux cartons? Les industriels estiment qu'ils pourraient en recycler jusqu'à 40% au lieu des 26% actuellement. Cela ne les empêche toutefois pas de vouloir fermer leurs usines de recyclage, comme celle de Nancy qui emploie 270 travailleurs et dont le groupe La Rochette Cenpa voudrait se débarrasser depuis mai 1977...

En toute logique, il faudrait accroître le recyclage puisqu'il exige six fois moins d'énergie que la fabrication des mêmes produits à partir du bois et parce qu'il permettrait de diminuer les importations.

Pour bien faire comprendre la situation, soulignons d'abord que nous n'avons pas en France de Ministère de la Forêt et de l'Industrie du Bois, dont l'existence marquerait, comme dans certains autres pays, la volonté à la fois de préserver et d'enrichir la forêt et d'en tirer le maximum de biens utiles à la collectivité.

La création d'un tel ministère n'est d'ailleurs pas possible actuellement, car les véritables centres de décisions, notamment pour l'industrie de la pâte et du papier ne sont pas dans nos ministères; ils sont dans les banques tels que Paribas, Suez... dans les multinationales, telles que Pont à Mousson Saint Gobain... qui ont également des intérêts dans d'autres branches de l'industrie; ils sont aussi à l'étranger, dans des groupes internationaux spécialisés dans la fabrication de pâte et qui contrôlent, partiellement, nos industries dans ce domaine.

Côté rentabilité : les usines de faible capacité qui pourraient être implantées près des lieux de production, rentabilisent trop peu le capital; ils recommandent donc la création de grandes unités de pâte à papier. C'est ce qui explique la fermeture de l'usine de Roquefort et les projets d'agrandisse-

ment de l'usine de Fature dans les Landes, ou d'agrandissement de la Rochette Cenpa à Tarascon.

Toutefois, construire ces grandes unités, déclarent-elles, demande aussi des moyens financiers que la majorité des Sociétés ne possèdent pas. C'est une demande directe de l'aide de l'Etat.

Mais ces grandes usines seront aussi pénalisées par le coût du transport du bois, alors les experts, notamment Mr Belle, autour d'une rapport sur le papier journal, suggèrent que l'Etat subventionne encore en accordant un tarif préférentiel au transport du bois par voie de chemin de fer!

En attendant le bois de trituration qui proviendrait de nos forêts est trop cher pour les multinationales. Alors que nos forêts deviendront-elles petit à petit, des parcs dont on retirera de moins en moins de bois, dans lesquelles on célébrera le culte de l'arbre? Importera-t-on toujours davantage de produits dérivés du bois?

Financement européen

Pour l'instant, les papetiers qui occupent une position clef attendent... Ils savent bien qu'il faudra éclaircir les forêts si l'on veut continuer à produire du bois d'œuvre, c'est-à-dire des gros arbres.

Faute de cela, on compromettrait les efforts déjà consentis par le Fond Forestier National pour le reboisement depuis la fin de la guerre. Et déjà des experts préconisent la mise en place d'un financement européen, spécifique pour ces éclaircies! Ils bénéficient aussi de l'appui des sylviculteurs et de la Fédération Nationale du Bois, qui regroupe, exploitants forestiers et scieurs. Ces derniers n'ont voté qu'une seule motion à leur Congrès, en novembre dernier, demandant au gouvernement des moyens financiers pour créer un fond d'orientation et de régularisation du Marché du Bois de trituration.»

Arthur Dumonceau
Commission Nationale Agricole du PSU ●

(1) «PSU Documentation» N° 131

En attendant le tunnel

de l'ONF, des scientifiques, des représentants d'associations de protection de la nature et du syndicat des personnels forestiers. Le débat est précédé par un montage de diapositives projetées simultanément sur quatre grands écrans, réalisé et commenté par Lucien Demesse, un biologiste spécialiste des éco-systèmes forestiers. Devant quatre mille spectateurs, ce fut un impressionnant réquisitoire, la vérité sur la forêt française éclatait enfin au grand jour; pour beaucoup de ceux qui y assistaient, comme moi, ce fut une révélation terrible : à côté des photos présentant les aménagements touristiques des forêts domaniales et la beauté des arbres séculaires que découvraient des promoteurs, de saisissantes photos aériennes montraient comment le cœur des forêts pouvait être éventré par les coupes rases, dévasté par les bulldozers; les rideaux d'arbres laissés au bord des routes n'étaient que des rideaux de

fumées, cachant un spectacle d'autant plus impressionnant que le chant des oiseaux y était relayé par le vrombissement infernal des tronçonneuses, envahissant toute la salle.

Le nouveau directeur de l'ONF (le premier ayant perdu sa place l'année précédente, sans doute à la suite des grèves des agents forestiers) ne put qu'admettre les faits. Etant lui-même ingénieur forestier de longue date, il annonça que l'ONF avait pris une nouvelle orientation et que les premiers plans de gestion des forêts domaniales avaient été bloqués. Mais quelle que soit la «bonne» volonté de la direction de l'ONF, et une meilleure capacité de dialogue, elle est coincée par sa structure (et d'abord par la lourde fiscalité que lui impose l'Etat), qui la rend incapable de résister aux pressions du système d'expansion et de profit qu'il a produite. Il n'y a pas que les forêts domaniales qui

sont à protéger; d'autre part l'enrênement systématique (après destruction de feuillus ou directement en prairies) continue. Plus que jamais la forêt française est en danger; sa défense passe par une information correcte sur sa situation, son rôle. C'est dans ce but qu'à la suite du diaporama de Lucien Demesse, sa femme et trois écologistes ont décidé d'écrire «France, ta forêt fout le camp».

Une première partie situe le problème dans la dégradation générale de l'environnement et présente un historique rapide de l'évolution du système forestier dans notre pays, de son entretien et son exploitation depuis le Moyen-Âge, et décrit la composition de l'ONF et son fonctionnement.

Une deuxième partie initie à la connaissance de l'éco-système forestier et de son rôle essentiel : protection du sol,

rétenion d'eau, production de 30% de l'oxygène que nous consommons, coupe-vent, coupe-avalanches, régulateur climatique (thermique et pluviométrique, protecteur d'une faune et d'une flore nombreuse et extrêmement variée, filtrage d'une partie des pollutions de l'air, de l'eau et du bruit; à partir de là, nous sont expliquées les méthodes classiques de sylviculture.

Enfin, une troisième partie retrace le combat pour la forêt (résumé ci-dessus) et se termine par un texte du syndicat des personnels forestiers qui présente son projet de loi, analyse et commente la situation de la forêt française.

Régis Pluchet ●

France, ta forêt fout le camp!, ouvrage collectif, éditions Stock 2, 230 pages.

Sexigences

Mais c'est bien sûr : on libère la libido pour mieux labourer le lit de l'anal-libéralisme...



Avec beaucoup de brio, Régis Debray montre comment les pulsions de Mai 68 coïncidaient aux besoins du capital d'alors qui étouffait dans les structures archaïques de la France Gaullienne.

Depuis, le néo-libéralisme giscardien a investi le champ labouré par Mai et a tiré profit de l'éclatement de la famille et de la libération sexuelle.

Un nouvel ordre économique mondial se met en place et provoque une crise sociale. Comme en Mai 68, les aspirations des nouveaux contestataires coïncident-elles avec les nouveaux besoins du système ?

Mai 68

Si vous voulez perdre vos illusions sur Mai 68, lisez Régis Debray (1). Selon lui, la jouissance de Mai, en faisant craquer les ghettos, a permis au capital de s'engouffrer à l'américaine dans une France alors figée et vieillotte. «...le capital aspirait à circuler, la jeunesse à communiquer par dessus les barrières du passé...», bref, «...les chemins de l'ordre passaient par la révolte...». Il fallait réajuster la société française. Mai 68 s'en chargea car «...la bourgeoisie se trouvait politiquement et idéologiquement en retard sur la logique de son propre développement économique... Il

fallut se battre contre la bourgeoisie alors au pouvoir pour qu'elle acceptât de satisfaire ses propres intérêts...»

Ainsi la contestation de Mai a rendu un fier service au système. Par la révolution culturelle, Mai 68 renversa le «Travail-Famille-Patrie», ce que la stratégie du développement du capital exigeait.

La fête de 68 a fait éclater les frontières et a tué le patriarcat. Giscard, l'économiste, peut prendre la place, il est fils d'un financier international. Il peut jouer au nouveau père, jeune, intelligent, libéral et ferme. C'est ce que la France attend.

Mai 68, par le boum économique qui a suivi, a également permis aux grands groupes industriels de se consolider et aux «loisirs de devenir eux-mêmes une marchandise-activité génératrice d'emplois et de sur-profits». En ce sens, Mai 68 a été un facteur déterminant dans les prémices du redéploiement industriel d'aujourd'hui.

Sur le plan psychanalytique, on pourrait dire que la société française, en tuant le père (De Gaulle) et la vieille bourgeoisie familiale avec son cortège répressif d'une autre époque, est entrée dans une phase d'analyse, dans une jouissance de la matière et de l'argent. Elle s'est libérée des totems et interdits qui la culpabilisaient.

Son activité principale est devenue la gestion de la matière (ex: érection des grands ensembles et autres tours) et de l'argent (floraison des banques sous Pompidou et Giscard). Comme un enfant sortant de l'interdit, elle découvre un nouveau champ d'investigation et y entreprend tous les possibles.

Faut-il désavouer Mai et toutes les nouvelles jouissances qu'il a provoquées en favorisant l'entrée dans l'ère de la consommation ? La révolution de Mai n'était-elle pas plutôt un besoin d'évolution inconsciemment souhaité ? Quel rôle jouent alors les écologistes d'aujourd'hui dans leur souci de rétention (anale) ?

Est-ce la morale écologique qui freinera cette nouvelle jouissance anale ou le fait qu'elle ne pourra s'amplifier indéfiniment sans buter sur la réalité, alors vécue comme répressive, du Tiers-Monde ?

Ne faut-il pas poser le problème autrement ? N'est-ce pas la frustration génitale (jalousie) qui déclenche la boulimie de la surconsommation, la fixation anale n'étant qu'un succédané d'une vie sexuelle réprimée ?

Le problème, à l'intérieur de notre société, n'est donc plus tellement la lutte contre l'Etat, qui tend d'ailleurs à se cacher de plus en plus derrière la privatisation, que la solidarité réelle avec les luttes révolutionnaires de libération au Tiers-Monde, et le travail sur sa propre immaturité psychologique.

Mai 68 intériorisé

La révolution (évolution ?) espérée aujourd'hui est plus celle des comportements que celle des structures. Il ne suffit plus d'avoir des structures adéquates (communautés ou groupes autogérés) pour être heureux. La satisfaction génitale est un problème beaucoup plus profond. Je prendrai plusieurs exemples :

Bernard Blanc, qui prépare un bouquin sur la sexualité dans les communautés, nous disait récemment que, à la question: «Etes-vous heureux de votre sexualité ?», les communards interrogés répondaient par la négative. Ils ont pourtant l'outil égalitaire, mais ils ne vivent pas la confiance.

De même, dans un groupe, l'auto-gestion ne peut être vécue de façon dynamique que lorsque chacun des membres du groupe a liquidé ses pulsions inconscientes de jalousie qui font entrave à toute créativité de confiance.

Dans un groupe militant, celui qui prend le pouvoir n'est pas forcément le plus personnalisé, mais bien souvent, au contraire, celui qui est le plus dépersonnalisé. Son impuissance réelle l'amène à prendre le pouls de l'inconscient majoritaire du groupe et à l'exprimer. Il sera chef mais ne pourra plus porter la vie. C'est ainsi que fonctionnent bon nombre de groupes militants.

C'est ainsi que se met en place la technocratie.

On pourrait donner des exemples psychologiques à l'infini: l'illusion de force (s'appuyant sur un ressenti de faiblesse intérieure), le besoin d'être un personnage (image) social (ressenti d'infériorisation), le besoin de culpabiliser (ressenti culpabilisé) ou de tuer par le discours (jalousie) sont des comportements courants dans tous les groupes sociaux quelques soient leurs structures. Ils sont névrotiques et la psychanalyse élargit la lutte des classes au premier rapport de force que connaît l'homme: celui de l'enfant par rapport à son environnement.

C'est ici que s'engendre la violence et l'enfermement. Les énergies des autres seront dès lors considérées comme

dangereuses et devront être combattues. Il ne pourra y avoir de communication énergétique véritable, et les structures égalitaires ou libérales ne pourront pallier la réelle frustration génitale.

Une des intériorisations de Mai 68 semble être la création de nombreux groupes de thérapie où, par un travail analytique et émotionnel (bio-énergie), les participants s'essayent à une rupture de leur hérédité névrotique.

Qui a essayé, connaît les difficultés et l'attachement aux illusions. Notre société, pourtant, semble en crever.

Mutation économique

La micro-analyse psychologique ne doit pas occulter l'analyse du phénomène économique mondial.

La Corée (non communiste) a un taux de croissance industrielle de 15 % par an. La Chine s'ouvre à l'Occident. Que va devenir, par exemple, le marché mondial de l'automobile lorsque la Chine va utiliser sa main d'œuvre à bon marché ? L'Occident, avec ses coûts sociaux élevés, ne pourra suivre.

Il se prépare donc à un redéploiement industriel. Le patronat américain et européen s'en charge et licencie dans les industries non compétitives sur le plan mondial. La sidérurgie sera exportée dans le Tiers-Monde et l'Europe se spécialisera dans d'autres productions à haute technicité.

Nationalisme

Giscard, le néolibéral européen s'oppose à Chirac le néo-gaullien traditionnel... qui se rapproche du P.C.. Et la C.G.T. se fait traiter de xénophobe et de nationaliste par la C.F.D.T..

Les forces politiques rigides R.P.R., P.C., C.G.T. (ou psychanalytiquement fixées) sont dépassées et prises à contre-pied par cette mutation tant politique que psychologique.

Les syndicats sont également coincés entre des revendications de justice sociale et la restructuration mondiale. Le patronat (pour, en fait, permettre de maintenir le haut niveau de vie occidental) voit loin et se prépare à demain. Les ouvriers licenciés luttent pour leur aujourd'hui. Il y a décalage.

Il est intéressant de voir que l'Occident va restructurer son industrie vers des productions immatérielles comme l'informatique, l'information ou la télécommunication. C'est comme s'il sortait de l'analyse pour entrer dans le langage.

En fait, l'Europe marchande continuera à l'être en exportant ses usines dans le Tiers-Monde et en vendant du programmé et non du programmable.

Mais, pour cette mutation, l'outil économique de demain a besoin d'hommes autonomes, créatifs, communicatifs, positifs. Curieusement, c'est à une contestation du comportement qu'arrive également bon nombre d'enfants de Mai 68.

Une nouvelle fois, il y a coïncidence entre la contestation «pulsionnelle» et les aspirations du capital de demain... et la bourgeoisie traditionnelle se doit, pour son propre intérêt, de muter. La contestation l'aidera-t-elle ?

Y a-t-il vraiment opposition entre les besoins du système et ceux de la libération psycho-sexuelle ? ou est-ce plus complexe et dialectique ?

Le système suit-il ou précède-t-il l'évolution de l'humain ? Quel rôle y joue alors la contestation ?

Georges Didier ●

(1) Dans «Modeste contribution aux discours et cérémonies officielles du dixième anniversaire» (Maspéro).



JEAN CAILLON / PUISSANCE VIVANTE / 4 - J'AI JAMAIS ACCEPTÉ D'ÊTRE EXPULSÉ UN JOUR DEHORS, PARCEQUE VOUS Y ÉTIEZ AUSSI CHERS PARENTS. IL N'Y AVAIT PLUS DE PLACE POUR MOI AU GRAND AIR.



Les «nouveaux» capitalistes

La restructuration n'a pas que des inconvénients pour les salariés. Les archéopatrons, vieille garde de la bourgeoisie traditionnelle, risquent d'être victimes également du néo-capitalisme. Comme quoi les écologistes ont raison d'être contre le progrès. Y'a bien de la misère, allez !

Début janvier, au Forum de «l'Expansion», Raymond Barre, s'adressant à près de 500 patrons, les enjoignait à cesser «leurs ritournelles et leurs jérémiades» à l'égard de l'Etat et de sa bureaucratie. De toute évidence, le «redéploiement industriel» ne fait pas que des heureux dans les milieux patronaux. La nouvelle économie de liberté et de responsabilité ne peut convenir à de larges secteurs du patronat français, habitués à vivre de subventions publiques, incrustés à l'Etat comme la moule au rocher.

La politique darwinienne du néolibéralisme giscardien - qui soutient les entreprises fortes et dynamiques et abandonne à leur propre sort celles en difficulté - met un terme à l'assurance tout-risques que les deniers de l'Etat garantissaient aux secteurs les plus pantouflards de la bourgeoisie traditionnelle. L'ouverture rapide et brutale de l'économie française au marché mondial se fait d'abord, bien sûr, contre les travailleurs. Ce sont les salariés qui payeront la facture du nouvel ordre économique mondial (voir les derniers numéros de la GO). Ayant cependant décidé de sacrifier la stabilité sociale sur l'autel de la concurrence capitaliste, le plan Barre a du même coup anéanti le dernier argument utilisé par les patrons en difficulté pour obtenir une aide publique : la sauvegarde de l'emploi. La défaite de la gauche en mars 1978 a donc aussi sonné le glas de ces «canards-boîteux» qui vivotaient, en faisant «la manche», grâce à quelques amitiés politiques. Boussac, Manufrance, Tertrin, la sidérurgie, la construction navale, le bâtiment et les travaux publics : les nouveaux paladins de la liberté économique n'y vont pas avec le dos de la cuillère. Près de 14000 faillites en un an (dont 1/4 dans l'industrie) ont mis sur les genoux des milliers de petits patrons locaux - «l'infanterie de l'économie française» comme aime à le rappeler René Bernasconi, président de la CGPME (Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises), qui a une drôle de notion de la marche. Parmi les petites et moyennes entreprises, cette hécatombe touche surtout celles qui sont les plus petites (moins de 50 salariés) et les plus vieilles (plus de vingt ans d'âge), celles du secteur du bâtiment et des travaux publics et celles qui travaillent en sous-traitance dans les grands secteurs en dépression.

Agonie du dinosaure

L'actualité nous prouve que les grands groupes industriels ne sont cependant pas à l'abri d'un sort analogue. La vague néo-libérale a porté un coup fatal aux grandes entreprises traditionnelles des secteurs où la concurrence des produits du Tiers-Monde

est particulièrement forte : le textile, l'acier ou les chantiers navals. Le capitalisme à papa, paternaliste, familial, régional, avec sa part du marché bien assuré et ses petites protections politiques en prend un sacré coup dans l'aile. Exporter, développer et appliquer une technologie de pointe, susciter la participation et l'enthousiasme de ses «collaborateurs» par l'application et des sciences de la décision et de la gestion humaine, et faire de la rentabilité le seul critère de jugement : voilà le nouveau credo. Le nouveau profil du patron d'avenir est tout tracé : «bat-tant», «social», «mondialiste», polytechnicien, giscardien de progrès...

Le corollaire d'une telle mutation est la dislocation du tissu de notables régionaux qui avait assuré à la Vème République sa stabilité politique. Le lent, mais sûr, déclin du gaullisme est le baromètre qui permet d'accompagner ce bouleversement des structures de pouvoir dans la France «profonde». Si l'explosion des contradictions sociales en 1968 avait coûté son poste au général De Gaulle, la victoire du tandem Giscard-Chirac en 1974 a coupé l'accès du gaullisme traditionnel aux principaux leviers de commande de l'Etat, en particulier aux préfetures qui, dans le système centraliste jacobin de l'administration française, constituent la principale source de pouvoir en province.

Ne se contentant plus du simple maintien de l'ordre, les préfets giscardiens sont aussi investis d'une fonction économique. Chargés de faire descendre dans les régions la politique néolibérale du gouvernement, ils auront tendance à favoriser les jeunes PDG dynamiques - souvent nouveau venus dans la région - au détriment du vieux capital assisté traditionnel. Cette pression de l'Etat central, alliée à la pression économique des nouvelles entreprises de pointe est en train de provoquer un lent déplacement des allégeances politiques au niveau régional. Pour faire carrière, le maire, l'avocat, le conseiller général, municipal ou le fonctionnaire d'Etat, ont de plus en plus intérêt à lâcher les vieilles dynasties économiques en déclin pour le char victorieux des «nouveaux» patrons, bienfaiteurs de la région. D'autant plus que ces derniers ne tarderont plus à s'emparer des Chambres de Commerce et de l'Industrie locales, sans lesquelles il est bien difficile de s'organiser un destin de notable.

Lifting du CNPF

«La dureté des temps a révélé des hommes nouveaux», déclarait François Ceyrac, président du Conseil National du Patronat français (CNPF), au «Nouvel Economiste» (15/1/79). «La liberté, dans un pays dont les comporte-

ments, les structures ont été formés depuis longtemps, parfois même jusqu'à la sclérose, par les contraintes, les stratifications de l'économie administrée, est, pour les chefs d'entreprise, une aventure exaltante, mais redoutable», lui fait écho Jacques Ferry, vice-président du CNPF et président sortant du cerveau stratégique du patronat, la puissante commission de Politique Economique Générale (PEG).

Hommes nouveaux pour les temps nouveaux ! Les dirigeants les plus lucides du CNPF se préparent à affronter les dangers de la croisade contre la sclérose. Plus de 40% du budget de l'organisation patronale (49 millions pour 1979) est assuré par les cinq grandes fédérations : métallurgie, bâtiment, travaux publics, chimie et textile. Si l'on excepte la chimie, les autres secteurs sont dans le marasme si ce n'est en franche régression. Comment contrebalancer la puissance de ces représentants du capitalisme arriéré ?

La tactique des dirigeants du CNPF semble s'articuler sur quatre plans : 1) essayer de rajeunir la représentation des fédérations au conseil exécutif, 2) renforcer le pouvoir des représentants régionaux face à ceux des fédérations - les régions, on l'a vu, peuvent produire plus facilement des chefs d'entreprise de «type nouveau»; 3) promouvoir la participation de PDG ouvertement giscardiens tels que Roger Faroux de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, ou Antoine Veil d'UTA; 4) mettre à la tête des principales commissions de l'organisation (sociale, expansion à l'étranger, régionale...), en particulier de la PEG, des jeunes PDG le plus proche possible du nouveau profil type.

Le nouveau vice-président du CNPF et président de la PEG, Alain Chevalier, élu le 16 janvier à l'assemblée générale de l'organisation patronale, sera le grand stratège de la reconversion de la politique de l'organisation patronale. Jeune, énarque, affaires florissantes, partisan de l'exportation dès 1974, promoteur du bilan social de l'entreprise : l'élection d'Alain Chevalier s'est accompagnée de quelques grincements de dents du côté des archéo-patrons.

Le personnel en place, reste le programme. Depuis les élections de mars 1978, l'aile marchande du CNPF se sent à l'aise pour claironner ses options libérales. Pour réussir la reconversion industrielle et faire face à la concurrence internationale, une seule revendication : liberté totale pour les patrons. Liberté des prix et libre accès au crédit, bien sûr, mais aussi liberté de licencier, liberté de gestion humaine. «Nous souhaitons pouvoir (...) trouver avec nos partenaires sociaux les moyens de raccorder, dans une vision moderne de notre société, les solutions sociales avec les contraintes économiques de notre

temps», déclarait Ceyrac à l'assemblée du 16 janvier. Le CNPF part ainsi en guerre contre ce qu'il appelle le conservatisme de la «politique sociale traditionnelle». Stigmatisant, ô ironie, le système «irresponsable» de la Sécurité Sociale, qui crée chez les gens une mentalité d'assisté, les patrons de choc attaquent, pêle-mêle : l'indemnisation de chômage, les charges sociales trop lourdes des entreprises, les médecins «irresponsables» qui fournissent de «faux certificats» médicaux aux travailleurs... De même ils demandent carte blanche pour pouvoir organiser, comme ils l'entendent, le temps de travail. Horaires variables et temps partiel sont présentés comme le nec plus ultra du progrès social qui va au devant des aspirations de liberté des salariés.

Bouée pour les jeunes loups

Mais si les nouveaux patrons se targuent de libéralisme, ils ne vont pas jusqu'à cracher dans la soupe. L'Etat, selon Jacques Ferry, garde une fonction essentielle : celle de «finaliser les politiques du crédit, de la fiscalité et de la parafiscalité», au bénéfice des entreprises. On veut bien se jeter à l'eau, mais pas sans quelques bouées confortables !

Pour sa part, d'ailleurs, l'Etat giscardien ne demande pas mieux que de servir de nounou aux jeunes coqs du patronat français face à leurs grands frères concurrents allemands américains et japonais. Renforcés par la débâcle de l'Union de la Gauche, Raymond Barre et son Ministre des Finances, René Monory, ont décidé de mettre les bouchées doubles. Le Ministre des Finances a déjà déclaré que 1979 serait «l'année de la libération totale des prix». De plus, pour combler le déficit de la Sécurité Sociale, le gouvernement enterre le chômage à 90% en rendant dégressives les indemnités, et augmente les cotisations sociales des salariés. La concurrence est stimulée dans le secteur bancaire, et Monory a déjà annoncé que l'encadrement du crédit était destiné à disparaître.

«Il faut faire confiance aux chefs d'entreprise» déclarait le Ministre de l'Industrie, André Giraud, en octobre 1978. Son conseil semble être suivi à la lettre par le gouvernement. La rupture la plus radicale avec le passé gaulliste concerne en effet justement, les entreprises publiques qui, dorénavant, devront, elles aussi, être gérées selon les critères de la rentabilité capitaliste. La SNCF s'appête à signer un contrat avec l'Etat qui lui garantit la liberté des tarifs pour les marchandises et une partie du réseau voyageurs, ainsi que la liberté de supprimer des gares ou des lignes non rentables. EDF laisse entendre qu'elle demanderait à des entreprises privées de produire leur courant, tandis que les télécommunications, monopole des PTT, sont vouées, avec le développement de l'informatique, à passer dans le secteur privé. Quant à Albin Chalandon, grand patron d'Elf-Aquitaine, il a déclaré, juste avant Noël, que sa compagnie n'avait plus une mission de service public.

En réalité, cette mutation dans les fonctions de l'Etat, menée au pas de charge par les giscardiens ne constitue pas, à proprement parler, un abandon de la notion de service public, mais plutôt, une extension de cette notion à l'ensemble des rapports de production capitalistes. En septembre 1978, André Giraud se référait déjà aux «entreprises industrielles, qui assurent 80% de nos exportations et dont les tâches sont analogues à celles d'un service public». Ainsi, le «service public» se confond avec la bonne marche et l'évolution des taux de profit des entreprises, qu'elles soient publiques ou privées. Dans une telle logique, le rôle de l'Etat est celui de garantir les conditions essentielles au bon fonctionnement de ce «service public» : la paix sociale et le drainage des ressources vers les industries de

pointe. Michel Albert, commissaire au Plan a bien résumé cette stratégie néo-libérale de guerre commerciale : «le rôle de l'arrière sera comme dans toute bataille, de fournir au front des rations de guerre suffisantes; et ici, le front, ce sont les entreprises industrielles». Nous voilà bombardés soldats de Ceyrac.

Les bataillons cravatés

La doctrine néo-libérale n'a que de lointains rapports avec le libéralisme classique ou la «main invisible» d'un Adam Smith. Loin de refuser un rôle à l'Etat, elle implique un double mouvement de concentration du pouvoir de commandement et de contrôle des grands choix stratégiques, ainsi qu'une augmentation de la capacité opérationnelle de l'appareil répressif - et de décentralisation et «privation» de la gestion économique et administrative. La fluidité de ce système complexe devra être assurée par le développement de la télématique. En France pour les néo-libéraux de tous poils, les élections européennes représentent une étape décisive. Tout d'abord, elles permettront d'un côté, de réduire la représentation politique du gaullisme archaïque au bénéfice des giscardiens, et, de l'autre, d'assurer une forte représentation des secteurs les plus droitiers du Parti Socialiste, courtisés, sans vergogne, par la nouvelle droite libérale. Ensuite, il sera toujours temps d'utiliser la puissance multinationale de l'administration et du Parlement européen pour régler son sort au patronat traditionnel. Celui-ci, pour résister, ne pourra en effet s'appuyer que sur un pouvoir politique régional ou, au mieux, sur quelques lambeaux archaïques de l'appareil d'Etat central. Bien entendu, le cadre européen est aussi le meilleur terrain d'attaque contre les syndicats et les forces politiques de gauche.

Exaltation schumpéterienne de l'entrepreneur-novateur et de la liberté individuelle : sous la bannière de l'euro-dollar, le bataillon cravaté des anarcho-capitalistes s'en va-t-en guerre. A bas l'Etat, pourvu qu'il soit assez fort pour faire tenir tranquille le partenaire social. Ni Dieu, ni maître; juste une bonne police !

Carlos de Sa Rêgo ●



Le temps des gares

Beaubourg, tout le monde descend !

Coincidence ou prémonition, bien avant que la crise de la SNCF ne s'étale au grand jour, le Centre de Création Industrielle donnait à voir une multitude de documents relatifs à ce microcosme de nos sociétés que sont les gares.

Loin de vouloir faire entrer les gares et le ferroviaire au musée, cette exposition nous ouvre les yeux sur ce monde que nous avons pris l'habitude de subir et non de regarder. Elle était d'arguments parfois contradictoires le débat que la crise récente de la SNCF n'a fait qu'amorcer.

Celle-ci du reste a l'art de manier le paradoxe : sur l'une de ses affiches publicitaires, on peut lire : de nombreux pays neufs ont compris qu'ils ne connaîtraient pas d'essor réel sans un bon réseau ferroviaire... Au bout de ses voies, la fortune d'un pays.

Cette affiche date de 1978. Que pouvons-nous en conclure ? La France est-elle un vieux pays ? Est-elle une exception qui confirme la règle ? Ou bien le ferroviaire est-il à l'instar de toute notre industrie lourde, un reliquat du 19ème siècle, inopportun dans nos sociétés entièrement tournées vers des technologies de pointe, et juste bon à être exporté dans les pays du Tiers-Monde ? Le réseau ferroviaire est en danger. La privatisation et la disparition d'un service public sont enclenchées. Le processus paraît irréversible : le train n'intéresse plus le grand capital, à plus ou moins longue échéance, il disparaîtra, à moins que... ?

Les gares et le ferroviaire ont une longue histoire. Fer de lance de la révolution industrielle, curieusement le chemin de fer sera l'outil de la centralisation économique et de l'exode rural. Pilier du système, la gare sera le facteur principal du développement des villes. Lieu d'échange, de rencontre et ouverture sur le monde, la gare donne la vie et son absence précipitera le déclin de toute une région.

L'effet boomerang

Carrefour de 27 lignes différentes, Chicago doit son développement à sa situation de nœud ferroviaire. Au moment où l'on sonne le glas pour le chemin de fer, cette exposition a le don de placer le débat dans une perspective historique et de démontrer comment l'histoire du chemin de fer et des gares est en fait une suite d'actions et de réactions aux phénomènes que le ferroviaire a lui-même engendrés. Outil de la désertification des campagnes, le ferroviaire a perdu dans les campagnes sa raison d'être par le fait même de son action passée. Dès la seconde guerre mondiale, les gares rurales commencent à être désaffectées. En Angleterre, de 1963 à 1976, 3539 gares ont été désaffectées.

Outil du développement tentaculaire des villes, de la construction d'énormes banlieues, le train de banlieue prend le relais de l'omnibus campagnard. Là encore, on enregistre un nouvel effet boomerang : les villes se sont développées autour des gares, mais c'est là aussi qu'elles ont commencé à pourrir. Les quartiers avoisinant les gares des grandes villes sont souvent sordides et sont maintenant l'objet de grands projets de rénovation urbaine parfois désastreux, comme en témoigne le quartier nord-bruxellois.

Le ferroviaire, un service public ? Oui, mais encore faut-il avoir conscience des desseins que cette appellation généreuse recouvre. Le temps des gares remet un peu les choses en place. Le service



public que l'on réclame à juste titre aujourd'hui en parlant du ferroviaire est un peu l'arbre qui cache la forêt. L'analyse proposée au Centre Pompidou est claire : le ferroviaire a toujours favorisé les intérêts du pouvoir et s'il a été présenté ou utilisé comme un service public, c'est souvent le fait d'heureuses circonstances et rarement le fruit d'une politique délibérée. Le ferroviaire a servi le déclin des campagnes, l'asservissement des banlieusards, la déportation des juifs dans les camps de concentration, l'importation de la main-d'œuvre immigrée, l'expansionnisme territorial, et aujourd'hui l'équilibre de la balance des paiements par la vente massive d'appareillages aux pays du Tiers-Monde.

Romantisme ferroviaire

Instrument incontestable de domination, le ferroviaire et les gares présentent cependant des caractéristiques qui doivent être prises en considération : le ferroviaire, de tous les systèmes de transport en commun, est celui qui occupe le moins de place dans et hors des villes si l'on considère l'ensemble des emprises foncières qu'occupent respectivement les voitures et les avions : largeur des autoroutes, multiplication des garages et parkings, pistes d'atterrissage et locaux d'accueil des voyageurs de plus en plus importants. De tous les transports en commun, le ferroviaire est aussi celui qui s'adapte le mieux et avec le moins de dégâts à un passage en sous-sol, il est donc l'instrument privilégié d'une urbanisation cohérente et vivable.

Il y a vingt ans, l'Amérique a abandonné son réseau ferroviaire et ses gares. Dans une Europe qui copie inlassablement ses frères américains, qui prônera la relance d'un service public devenu encombrant ?

Sauve qui peut encore être sauvé... c'est bien plus que d'un service public qu'il s'agit ; les gares, les trains, c'est tout un mode de vie, un passé et un avenir étroitement imbriqués dans une architecture intimiste ou délirante, c'est un certain romantisme, c'est une partie de nous-mêmes.

S'il est utopiste de penser qu'on remettra en état de fonctionnement les voies de chemins de fer qui sillonnent nos campagnes, peut-être est-il plus raisonnable de revendiquer qu'elles soient transformées en pistes cyclables. Car jamais elles ne montent ni ne descendent trop abruptement. Nos gares rurales, elles seraient de charmants lieux de rendez-vous.

Nicole La Bouverie ●

L'histoire du plutonium (6)

Klaus Croissant

Le procès de Klaus touche à sa fin. Le 29 janvier, au cours de son réquisitoire, le parquet a demandé une peine de trois ans et demi de prison et cinq ans d'interdiction professionnelle. Les avocats allemands de Klaus ont plaidé les 5 et 6 février. Klaus a fait une dernière déclaration à la suite des plaidoiries. Le verdict est attendu pour le 16 février.

Le Collectif Klaus Croissant était présent aux précédentes audiences, mais cela ne suffira pas pour le dernier jour du procès. Il faut qu'un maximum de personnes assistent au verdict. Pour Paris, un départ est prévu (il y aura une personne parlant allemand) : rendez-vous à 23h sur le quai (le train part à environ 23h 30 gare de l'Est, se renseigner et prévoir une couchette). Le train arrive vers 7h à Stuttgart; il y a un métro direct (le 5), pour Stammheim; l'audience est à 13h 30. Pour la province et l'étranger, essayez de grouper vos départs. Rejoignez-nous devant le tribunal à 13h.

Dès maintenant, envoyez des télégrammes à Klaus Croissant, Aspergerstrasse 60 7000 Stuttgart-Stammheim. Le jour de l'audience (jour de verdict), télégramme à : Klaus Croissant, Mehrzweckgebäude (même adresse), pour qu'ils arrivent directement au tribunal pendant l'audience. Télégrammes officiels à Herrn Vorsitzenden Richter, beim Landgericht Stuttgart, Strobusch, Mehrzweckgebäude, Aspergerstrasse 60, 7000 Stuttgart-Stammheim.

Collectif Klaus Croissant

Enfin une pollution poétique

Suave surprise dans la grisaille de notre vie quotidienne : il est tombé de la pluie bleue sur la commune lyonnaise. C'est un automobiliste qui a donné l'alerte, sa carrosserie était maculée.

C'était vraisemblablement des gouttelettes de peinture, échappées d'on ne sait quelle usine chimique et qui, comme l'ont immédiatement déclaré les experts, ne présentaient aucun danger.

La population locale embraye sur une nouvelle revendication : on veut de la pluie rose !!!

Lobby piétonnier

'Association de Défense des Transports en Commun (ADTC) a produit sous le titre «Des transports modernes pour la région Rhône-Alpes» un rapport dont nous avons abondamment parlé dans la GO n° 246. Le dit rapport vient d'être approuvé par la FNAUT (Fédération Nationale des Usagers des Transports). Créée en juin 78, cette fédération rassemble aujourd'hui 50 associations qui lui permettent de s'exprimer au niveau national. Elle invite les associations d'usagers des transports, de défense de l'environnement, les comités anti-poids lourds, anti-autoroute et anti-aéroports, bref, tout ceux qui sont contre le progrès, à les rejoindre.

Face au lobby autoroutier et pétrolier, qui dicte pour une bonne part la politique des transports, la FNAUT considère comme indispensable la création d'un véritable mouvement pour le droit au transport et à la ville vivable.

FNAUT, 5 Bd Pereire, 75017 Paris.

Yves Lenoir, membre de la commission énergie des Amis de la terre, conclut ici son étude sur notre avenir et celui du Plutonium. On y verra pourquoi Giscard passe son temps en Afrique...



Les nuages s'amoncellent sur le front de l'uranium dont l'Europe est fort dépourvue. La France est de loin la mieux lotie avec ses mines hexagonales et le contrôle de grandes réserves et de gisements exploités. L'évolution de la situation politique en Afrique et la nécessité de contrôler la puissance allemande va profondément intervenir dans la redistribution des cartes. Nous allons maintenant tenter d'esquisser les rapports de compétition dans l'interdépendance qui font que le continent africain est voué à une exploitation surcolonialiste qu'on n'a jamais connue dans le pire passé, même au Pérou après la conquête.

Après une courte période de consolidation, en 1975 et 1976, durant laquelle certains croyaient dur comme fer qu'avec l'HAO l'ère du plutonium commençait, la situation s'est tendue :

D'une part sur le front social où l'ensemble des acteurs se mettent à douter de plus en plus sérieusement de l'utilité et de la pertinence du développement nucléaire, reprenant ainsi les analyses les plus fondées des écologistes et des anti-nucléaires ;

d'autre part dans l'ordre économique où certaines distorsions provoquées par le décalage entre le rythme de production des centrales et la mise en place de l'infrastructure du cycle du combustible diminuent de plus en plus la marge de manœuvre politique des uns et des autres. L'Allemagne et la France réglant le ballet européen nous allons plus spécialement nous intéresser à leurs comportements.

En cette fin de 1978 c'est le creux de la vague du côté du plutonium :

- la boudruche LA HAGUE est sérieusement dégonflée ; le redémarrage de WINDSCALE, prévu pour 79, sera timide et transitoire ; les autorisations politico-administratives font encore défaut au projet GORLEBEN.
- la situation ne devrait guère évoluer avant 1985, voire 1989,

c'est à dire avant la mise en service des unités UP3 A et B à La Hague (85-86), avant l'extension de WINDSCALE (87), avant l'achèvement de la gigantesque usine globale pour le cycle du plutonium à GORLEBEN (89).

- Transitoirement on satisfera les exigences politico-sociales de certains en négociant quelques stockages supplémentaires de combustible dans ce simulacre d'usine de retraitement qui a nom LA HAGUE.

-Le développement des surrégénérateurs est ralenti, faute de garanties solides pour l'approvisionnement en plutonium.

-seule va son train la mise en service des réacteurs à eau-légère, parfois retardée il est vrai dans une conjoncture technique, financière et sociale problématique, une fois vraiment arrêtée, en Autriche, par décision politique. Il faut aussi signaler que les exportations piétinent.

-pour en finir avec ce tour d'horizon industriel, remarquons que le projet COREDIF, qui doublerait la capacité d'enrichissement européenne procurée par EURODIF, a du plomb dans l'aile. Sa rentabilité paraît peu assurée et son principal pourvoyeur de fonds, l'IRAN, révisera très probablement son attitude sous peu. L'Europe aura durablement besoin des services d'enrichissement américains.

Rappelons en passant que la Grande-Bretagne ne dispose plus d'une technologie très convaincante et qu'elle arrive un peu tard pour disséminer sérieusement : le Canada a de meilleures références avec son système CANDU dont les vents se développent très gentiment.

Cette parenthèse refermée, gardant présent à l'esprit les principales composantes de la situation décrite ci-dessus, penchons-nous sur la politique de l'uranium. Nous ne voulons pas traiter exhaustivement ce sujet très complexe que d'autres feront prochainement infiniment mieux que nous le ferions, mais simplement montrer la nécessité d'un tel travail si on veut définir une attitude ferme et fondée vis à vis du pouvoir nucléaire et de ses commanditaires électriciens.

L'Allemagne s'est très sérieusement implantée là où existent ressources et possibilités militaires - en Argentine, pays à qui elle a fourni tout le nécessaire pour faire du plutonium militaire sans dépendre de personne ;

- en Afrique du Sud, grâce au généreux don d'un procédé d'enrichissement original, le procédé par tuyère du Pr. Becker ; (ces affaires appartiennent au passé, ce qui signifie qu'on a là quelque chose de réalisé).

- en Iran, avec des centrales pour recycler les pétro-dollars ;
- au Brésil avec des centrales et tout le cycle du combustible, pour avoir un accès privilégié aux mirifiques promesses uranifères de la forêt amazonienne ;

- au Zaïre, où elle a loué un territoire, par l'intermédiaire d'une société privée, l'OTRAG, grand comme la moitié de la RFA, où elle plante une base de lancement de missiles et où se trouvent de riches gisements d'uranium. La France veut jouer à fond la carte de l'uranium en exploitant au mieux les ressources qu'elle contrôle. Elle tente par ailleurs une percée en Amérique du Sud (Colombie, Pérou, Venezuela) afin de diversifier ses approvisionnements. En effet la politique gaullienne de mainmise exclusivement hexagonale sur les richesses de feu la Communauté est en train de subir quelques aménagements que certains regrettent et critiquent. Mais que pourrait seule la France face à l'insécurité qui se développe en Afrique depuis la guerre du Kippour : partout où se trouvent des richesses énergétiques

capables de contribuer au rééquilibrage des économies européennes et japonaise, se sont développées des guérillas qui interdisent toute prospection systématique à terre et, a fortiori, toute exploitation durable. Citons les régions uranifères de la Mauritanie et du Sahara ex-espagnol, du Tchad, zones où se trouvent les plus grosses réserves d'Afrique ; citons aussi l'Afrique australe, au bord du gouffre, si tentante car beaucoup d'uranium exploitable à court-terme y est accessible, et également le Zaïre qui reste une région encore très vulnérable parce qu'immensément riche. Certes la France a prouvé sa capacité d'intervention en Mauritanie, au Tchad, au Zaïre, au Niger, au Gabon et au Mali, en Haute-Volta et qu'elle dispose de moyens de pression sur la Guinée, la Maroc, le Sénégal etc... Mais il lui faut composer avec l'Allemagne, le Japon, les Etats-Unis et mettre dans le coup les Italiens, les Iraniens, les Belges, etc...

En effet poursuivre un jeu impérialiste solitaire est devenu impossible puisqu'une intervention armée tricolore d'envergure serait politiquement inconcevable (à la rigueur quelques opérations de gendarmerie mais pas plus).

Il faut partager et mettre en œuvre en commun des moyens de contrôle militaires et politiques adéquats.

Le principal «partenaire» européen est évidemment l'Allemagne à qui l'on doit faire de plus en plus de concessions au fur et à mesure que ses moyens de pression augmentent. Bien plus, pour éviter une alliance trop étroite germano-américaine on est contraint de développer en commun un armement de pointe germano-français et même germano-franco-anglais car les Allemands, tout comme les Français, veulent conserver une marge de négociation maximale. La France dispose des bombes mais les Allemands auront des droits à faire valoir sur les vecteurs. Et refuser une coopération militaire étroite signifierait accepter une Allemagne surarmée complètement autonome, réalité qui engendrerait les plus graves crises politiques.

Voilà pourquoi, chacun tenant plus ou moins l'autre, on assiste à un développement très rapide de prospections et d'exploitations multilatérales des richesses minières africaines, essentiellement pour l'uranium et le thorium, les deux combustibles de base des centrales nucléaires. Pour ne pas être acculée sous peu le dos au mur la France est en train de se constituer à la va-vite des stocks plus ou moins clandestins de concentré d'uranium. On sait déjà que des avions déchargent régulièrement de l'uranium extrait en Namibie par MINATOME et il semble bien que d'autres arrivages aient lieu en provenance d'autres pays. Bref, tout cela participe autant d'une économie de guerre que de la guerre économique à laquelle nous sommes habituellement contraints de consacrer nos forces.

La logique du système s'impose, indépendamment des intentions individuelles. La France est contrainte de s'entendre avec l'Allemagne de façon «privilégiée» et, pour le compte de l'Europe, du Japon et des Etats-Unis(*), de tisser un nouveau filet autour de l'Afrique. Afrique, continent où l'intervention européenne appelle une force européenne, continent où s'élabore et se teste la technologie de la future défense européenne.

Lorsque le combat est aussi immoral, aussi dangereux et à la limite aussi indécis, ne vaut-il pas mieux en rediscuter les enjeux plutôt que les modalités. (lesquelles échappent d'ailleurs à peu près

complètement aux exécutifs nationaux réduits au rôle de gérants d'un système) ? Et puisque les décisions à prendre pèsent sur le mode de vie, sur les rapports de domination et sur le cours de l'histoire, la question est posée de savoir si les lieux de ces débats, qui ne font que commencer, seront ceux que détermine la classe au pouvoir ou bien si ceux qui ont en commun un autre projet de société, une autre idée des finalités de l'activité humaine saisiront cette occasion pour initier un processus autonome où chaque acteur social pourra se faire entendre et jouer son rôle. S'il nous est permis de conclure à propos d'une expérience personnelle nous dirons qu'à cause de ses erreurs, de ses illusions et de ses errances et aussi grâce à ses exigences, sa capacité subversive et sa liberté d'esprit, le mouvement anti-nucléaire peut devenir le mouvement de masse adapté aux nouvelles formes du pouvoir et susceptibles de traduire en réalités les aspirations humaines. Il reste à construire. A ceux qui en ont compris la nécessité, je dédie ce travail.

Yves Lenoir (fin)

(* On a vu la position extrêmement forte des Etats-Unis dans cette affaire. Nous avons montré pourquoi ils pouvaient se permettre un contrôle direct en Afrique relativement discret : ils ont été les artisans d'un système où les autres, Européens et Japonais, sont forcés de travailler pour eux sans le dire directement.

Allant plus loin, nous émettrons l'hypothèse que le modèle américain va sous-peu recouvrer une valeur digne du passé (ne voit-on pas déjà nombre d'anti-nucléaires viscéralement bornés louer la politique énergétique du Pt Carter : pendant que l'Europe subira problèmes énergétiques nucléaires, pollutions radio-actives et inflation structurelle, les USA développeront, les mains de plus en plus libres, leurs ressources charbonnières et un système solaire déflationniste et «doux». Le contrôle social et économique relativement dur que réclame le recours majoritaire au nucléaire aura, là-bas, cédé la place à un contrôle par la télématique et l'informatique, encore plus contraignant mais moins perceptible puisqu'il épargne en échange l'effort de chercher directement l'information, de se construire une décision autonome. Plus que jamais l'Amérique sera la terre de la liberté.

SOURCES

SNPEA - CFDT, «L'Electronucléaire en France» Le Seuil 1975
Y. LENOIR, B. LALONDE, J.P. MARMORAT, «Le rapport Poincaré» Almonde 1976. Ouvrage presque épuisé disponible aux A.T. 14bis rue de l'Arbalète 75005
Y. LENOIR, M. GENESTOUT. «Le rapport sur l'état de l'atome» Presse de Cabris 1978
J. PARKER «L'enquête de Windcale» 1978
Bundesminister des Innern «Situation der Entsorgung der Kernkraftwerke in der Bundesrepublik Deutschland». 1977
A. GIRAUD «Capacité Nucléaire de la France» 3/10/74.
ENERPRESSE (77-78).
La Cité 31/7/78 Quotidien Belge.
«Verzeichniss der kernkraftwerke der Walt.» October 77.
Revue française de l'énergie. (71).
J. COUTURE, J. MAMELLE, P. AUCHART, «Conception, construction, exploitation et entretien des usines de retraitements. Expérience acquise» IAEA Salzburg. Mai 77.
Service des fuites des Amis de la terre.

Notes :
- Des références plus détaillées sont accessibles dans «Le rapport sur l'état de l'atome».
- Ce travail doit beaucoup aux discussions que nous avons eues avec M. GENESTOUT et L. GRÜNBAUM.

La croisée des mots

Infos

~Gloire~

DUBITUS : C'est un mot dont nous n'avons pas fait usage, une idée qui ne nous est pas familière. Dommage. Je ne vois pas de meilleur mot, pour l'instant, pour dire le but de nos actions, leur motivation, leur inutilité...

CERTITUS : Pour une fois, tu es clair. Tu es même banal. Piétiner dans les manifs, vendre du journal, pétitionner, user ses fonds de culotte à toutes les réunions, et quand on voit ce qu'il en reste. On peut bien dire que tout ça c'est pour la gloire !

D. : Tu penses encore «la gloire» au sens où «tout ça ne sert à rien». Et si c'était pour que ça ne serve à rien ? Si rien était le but ? Si c'était ne rien faire, qu'on voulait, et tout en ne faisant rien, avoir raison... ?

Provoquer le pire

C. : Par exemple, tu dirais qu'on n'a rien voulu faire vraiment contre le nucléaire tout en luttant contre ?

D. : Ce qu'on «fait» contre le nucléaire ne l'atteint pas. Ni contre le nucléaire ni contre les autres aspects de la société que nous dénonçons, nous ne faisons réellement quoi que ce soit. On se «bat», on «lutte», mais j'ai si souvent l'impression d'un rituel !

C. : Je veux bien te suivre sur beaucoup de choses, mais tu ne me feras pas dire que j'ai voulu le nucléaire, ni la société répressive. Je n'ai pas pu les empêcher, point. Là-dessus, aucune espèce de culpabilité. Quant au rituel, il a fait des morts !

D. : Les morts sont réels, mais le rituel est réel aussi. Le malheur, c'est que les morts et les jours de prison soient au bout d'un rituel et non d'une action. Nous n'avons pas agi, en fait. Nous avons manifesté une opposition. Une opposition mal argumentée, toute spectaculaire : une espèce de politique du pire, bien taite pour accélérer ce qu'on prétendait ne pas vouloir.

C. : C'est une thèse qui commence à courir les rues. Mais ce n'est pas parce qu'une célébrité (1) la reprend à son compte qu'elle devient véridique. Le mouvement qui allait vers le nucléaire et le policier a continué pendant notre action. Comme une maladie qui continue d'évoluer. La prise de conscience que nous avons déclenchée a permis qu'elle ne passe pas inaperçue. Mais si nous n'avions pas existé, c'aurait été pareil.

L'argument selon lequel nous avons permis aux pro-nucléaires et au ministère de l'Intérieur de mettre leur système encore mieux au point - l'argument selon lequel nos objections, nos actions les ont rendus encore plus solides -, cet argument-là ne tient pas. On oublie trop souvent ceci : que nous n'avons pas en face de nous des imbéciles. Ces gens-là étaient très capables de se faire tout seuls les objections que nous leur faisons. Ils étaient même déjà en train d'imaginer des corrections à ce qu'ils sentaient devenir délirant - et quand ils sentent, ces gens-là, c'est avec une règle à calculer. S'ils nous ont si bien contrés, c'est parce qu'ils y étaient préparés, parce qu'ils y avaient réfléchi depuis plus longtemps que nous.

D. : C'est là justement qu'intervient la gloire. Les objections qui étaient en cours, nous nous les sommes appropriées. Au lieu de les laisser se développer, nous avons réussi à les rendre détesta-



bles. Elles sont devenues des stupidités sorties de crânes hirsutes et irresponsables. Nous n'avions pas en face de nous des imbéciles, mais nous les avons provoqués à l'imbécillité. Nous dénonçons sans cesse les provocateurs, mais nous n'avons jamais procédé autrement que par provocation. La politique du pire provoque le pire. Pour la gloire.

C. : Mais alors, quelle autre tactique ? Il aurait fallu être là juste au moment où les chiffres commençaient à clignoter du négatif, quand les règles à calculer s'agitaient pour redresser la situation. Car ils ont su très vite, dans les bureaux, qu'il allait falloir gérer l'enflure, et que ça coûterait très cher.

D. : Mais ils étaient pris par la gloire, eux aussi, eux les premiers. La gloire technique et tous les intérêts qui viennent derrière. Le mythe du Progrès est le mythe même de la gloire. Il se manifeste comme opposition, lui-même provoqué par une adversité matérielle devenue de plus en plus insupportable... Mise en scène pour qu'on ait le devoir absolu de la dominer. Pour qu'on ait la gloire d'être maîtres et seigneurs de «marâtre Nature».

La politique-spectacle

Les écologistes sont les premiers qui se soient aperçus que le Progrès annoncé n'était rien, ou pour rien. Que toute cette gloire industrielle se terminerait dans la gadoue. Pour renverser la tendance, ils n'ont rien trouvé d'autre, pour l'instant, que de jouer ami-ami avec la Nature, un héritage de l'idéologie précédente. Ce qui a l'avantage de leur éviter de penser la présence des hommes dans le monde en termes d'opposition. Mais ils devraient étendre cette stratégie à la société : penser le social autrement qu'en termes d'opposition. Sinon, ils ne feront que perpétuer le rituel de la gloire.

C. : Pour moi, c'est beaucoup plus simple. Nous avons protesté contre les centrales comme quelqu'un qui a une rage de dents et qui dit «j'ai mal». Rien de glorieux à ça. Nous avons mal à nos paysages, mal à la société, comme on a mal au ventre. Le serpent de nos manifs, c'est notre manière collective de nous tordre de douleur. Nous pouvons un cri, et il a été entendu.

D. : Ceux contre qui vous l'avez poussé l'avaient déjà entendu, tu l'as dit toi-même. Il est trop beau, ton cri : glorieux. En fait, tu vas, nous allons toujours trop vite. Entre le moment où on a mal et celui où on se déclare malade et où on fait appel à tout le rituel médical qui achève de fixer le malade dans sa maladie, il y a un fameux écart. Entre le moment où nous avons essayé de donner à cette prise de conscience une ampleur de plus en plus grandiose, jusqu'au sacrifice de Malville, il y avait aussi de l'espace pour une autre action.

Il y a toujours de l'espace pour cette autre action. Une «action» qui ne serait pas dramatique. Une action où on n'essaierait pas d'acquiescer la gloire des premiers rôles. Mais nous avons choisi la politique-spectacle. Nous sommes devenus des membres de la classe politique qui s'opposent à d'autres membres de la classe politique. C'est une des raisons pour lesquelles tant de gens ne se joignent pas aux écologistes. Ils sont compris que les écologistes cherchaient des rôles, et les dernières élections ont achevé de les écœurer.

C. : Si je comprends bien, il ne faudrait jamais être dans l'opposition. Il faudrait être là au moment où les choses deviennent délirantes. Et agir avec doigté pour ne pas bloquer les autres en ayant l'air d'avoir raison. En somme la meilleure manière d'agir serait de passer tous les diplômes possibles et d'aller inspirer confiance dans différentes administrations. Ce serait de faire carrière. Ils pourraient d'ailleurs pousser jusqu'à se porter candidats aux élections. De préférence sur des listes qui risquent d'exercer le pouvoir...

Le système de la gloire

D. : Tous les écologistes ne sont pas chômeurs ni dans des communautés à la campagne. Or, que font-ils là où ils sont ? J'avoue n'avoir rencontré que deux espèces d'écologistes : les écologistes du dimanche et les écologistes du journalisme, qui font dimanche tous les jours. Les dimanches écologistes sont éreintants, nous sommes d'accord, mais une aimable pression sur les lieux où on travaille...

C. : J'analyse les choses autrement. Je dis : le pouvoir actuel est tout à fait illégitime, même quand il est intelligent. Je lui suis donc par principe opposé. Pas opposé

comme un parti s'oppose à un autre parti. Je suis contre le fait que des gens décident pour moi.

D. : Je ne peux même pas te donner tort, parce que tout ça ce sont des mots. Qu'est-ce que ça veut dire, un pouvoir légitime ? Et après cette belle déclaration, tu débouches sur quoi ? Sur la gloire. La gloire d'avoir raison, la gloire des principes. Une gloire qui perpétue le système. Un système qu'on peut qualifier de différentes façons, mais qui est avant tout le système de la gloire. Gloire de produire et de consommer des signes de modernité, de puissance, d'intelligence. Gloire d'avoir raison devant l'Histoire. Gloire d'être gagnants. Gloire, même, d'être battus.

Tout passe par l'idée. Tout est traité dans l'abstrait. Amis ou ennemis, tort ou raison. Aucune sensibilité aux allers-retours, à la façon dont les choses peuvent évoluer. Non : on défonce. Tout ce que les autres font est forcément mauvais. Pourtant les choses absurdes, n'ont aucune chance de durer : qu'est-ce qu'on fait pour les cueillir à la sortie ? Rien : on dénonce ce qu'elles ont d'absurde, et ça fait de jolis papiers, et on a les mains pures, mais on n'a pas de mains...(2)

C. : Tu voudrais que je fasse ami-ami avec mes ennemis !

D. : Il ne s'agit pas de ça. Il s'agit de préparer une société non-violente. Or les moyens anticipent sur la fin. La gloire de nos dénonciations est peut-être la conséquence d'une société qui pratique le mépris. Mais elle est elle-même animée par le mépris, débouche sur une nouvelle société du mépris.

C. : Ces questions-là, je n'ai pas le temps de me les poser. Nous sommes en guerre. Je fais la guerre. Et la non-violence fait partie des moyens de gagner. Et l'écologie est au bout.

D. : Bon, fantôme sur ta guerre si tu veux. Couvre-toi de gloire, mais ne viens pas me dire que tu agis. Agir, aujourd'hui, c'est refuser la guerre, justement, une guerre où nous ne pouvons qu'être battus. Supposons donc les tensions résolues. Qu'est-ce qu'il se passerait s'il n'y avait plus... la gloire ?

p.c.c. Lambert

(1) On a reconnu Régis Debray.
(2) Dubitus a dû lire Péguy...

Rien de moins que les autres

C'est pas parce qu'on n'a pas des wagonnets de chômeurs comme en Lorraine qu'on a à rougir du Brionnais. A Charolles, haut lieu de la production bovine, on compte cette semaine un licenciement qui va grossir les cohortes de l'ANPE. Sous un prétexte fallacieux (comme tous les prétextes, d'ailleurs), une éducatrice d'un centre pour cas sociaux dit Le Clos St Benoit, Madeleine Baril, a été mise en congé pour une durée indéterminée, à la suite d'une demande qu'elle avait faite afin d'obtenir un stage de formation professionnelle. A Charolles, connue du monde entier pour sa production bovine (c'est quelques chose, le remplissage, quand même, NdC), on se soucie de la formation professionnelle comme d'une guigne, c'est le Moyen Âge des revendications salariales. Au cœur de la France profonde, Madeleine Baril nous a confié les détails de sa lutte autour d'un ballon de Beaujolais. Charolles, capitale bovine qui exporte jusqu'au Texas et que le monde entier nous envie (tu te répètes, cocotte, NdC), n'a qu'à bien se tenir. Affaire à suivre...

Recyclage de la droite

A Lisleux, la démocratie, ou plutôt leur démocratie, est en danger. Pensez donc, ce sont les habitants qui proposent ! Alors ramasser des vieux papiers pour les faire recycler, c'est excellent, surtout pour soigner sa campagne électorale pour les cantonales ; mais si c'est une proposition venant de simples citoyens qui, de plus, appartiennent aux Amis de la Terre, repère de gauchistes qui organisent des fêtes avec des homosexuelles (les femmes, c'est le cul, les hommes, c'est la politique, note de la secrétaire de rédaction) et des anarchistes, alors là, non seulement c'est une très mauvaise initiative, mais de plus : «cette association est devenue une entreprise de subversion et d'endoctrinement notamment auprès de la jeunesse lilloise. D'ailleurs, je vais alerter les familles et faire une communication au prochain conseil municipal». (déclaration de M. Baugé, maire de Lisleux à Ouest-France, le 11 janvier).

Mais c'était sans compter sur la réaction de la population qui, par l'intermédiaire des partis allant du PSU au PS en passant par le PC et les syndicats ou d'individualités, allant de l'ouvrier au médecin en passant par l'enseignant, s'indignèrent publiquement de la chasse aux sorcières (termes employés par le PC) qui se développait contre les AT. Même le docteur Bisson, député RPR du Calvados, devait se dérouter pour engueuler M. Baugé, non pas qu'il soutienne les AT, loin de là, mais M. Bisson est candidat sortant aux cantonales.

Si notre dossier et nos propositions intéressent quelqu'un, ils sont à votre disposition. D'autre part, pourquoi ne pas coordonner les actions de Lisleux et des Mureaux ? C'est une proposition que nous faisons ; plus on est de fous, plus on rigole.

Les Amis de la Terre du Pays d'Auge
E. Boisnard, St Pierre des Ifs
14 100 Lisleux

Sur le terrain

07

PSYCHODRAMES. Une vingtaine de personnes de la région Drôme-Ardèche se sont rencontrées à Privas les 16 et 17 décembre pour étudier la non-violence sous divers aspects. A travers des jeux de situation nous avons mimé différents conflits. Les participants et autres personnes intéressées se retrouveront pour une seconde dominique les 24 et 25 février pour approfondir les questions et les réponses, elles travailleront également d'autres techniques de communication telles que théâtre de rue. La dominique coûtera entre 20 et 30F, nécessaire de couchage indispensable, renseignements et inscriptions chez Claire Daniel St Priest Privas qui communiquera l'heure et le lieu de rendez-vous.

25

CINEMATOGAPHE. Les Amis de la Terre de Besançon et la Maison pour Tous de la Grette organisent un festival du film écologique du 26 février au 11 mars à la MPT de la Grette. Demandez le programme!

33

POLEMIQUE. Le comité antinucléaire de Bordeaux organise une soirée d'information sur l'industrie nucléaire. Projection d'un diaporama suivi d'un débat. Sont invités EDF, les syndicats, HFC, CSCV. Le mardi 13 février à 21h salle de l'aiglon. Place Puy Paulin. CAN de Bordeaux 7 rue du Muguet 33000. Réunion tous les mardis à 21h.

34

STAGES D'ÉCOLOGIE VÉGÉTALE. Le Parc Naturel Régional du Haut Languedoc organise des stages d'initiation à l'écologie végétale, encadré par un professeur agrégé. Ils sont à la portée de tous initiés ou non. Cette initiation se fera au cours de randonnées pédestres, dans le cadre montagneux du Caroux-Espinouse, à 90 kilomètres de Montpellier et 56 kilomètres de Mazamet. Tous renseignements pratiques et inscriptions à Mons la Trivaille 34390 Olargues Tel 67/97 72 80.

37

ANARS. Le groupe Maurice Fayolle à Tours de la Fédération Anarchiste organise une semaine d'animation sur le thème du livre anarchiste afin de faire connaître la pensée et les œuvres des théoriciens du mouvement anarchiste international. Demandez le programme des manifestations, et pour tout renseignement s'adresser aux militants du groupe ou écrire à la Librairie Publico 3 rue Ternaux 75011 Paris. Secrétariat : Mr Poincet Raymond c/o le Petit Rouge de Touraine 10, rue Jean Macé 37000 Tours.

38

UN COMITE D'ALTERNATIVE au nucléaire est en train de se former. Nous proposons un week end à Morestel, projet de maison autonome dans les buts suivants : rencontrer les travailleurs de la centrale, rencontrer les habitants, participer à la construction de la maison autonome. Week end en prévision le 3 et 4 mars, rendez vous dans le hall de la gare de Grenoble, face kiosque à journaux, pour se répartir dans les voitures. Ecrire à Isabelle Mercier 8, rue Pierre Loti 38000 Grenoble.

44

SESSIONS ALTERNATIVES. Les centres sociaux de St Nazaire organisent vers la fin du mois d'avril une quinzaine sur le thème «le nucléaire et les énergies alternatives». Au cours de cette session, trois points seront plus particulièrement examinés sous forme d'expositions et de débats : la crise énergétique, information sur le nucléaire, les sources d'énergies alternatives. Afin de recueillir toutes les informations nécessaires nous vous serions reconnaissants de nous communiquer tous les renseignements et documents susceptibles de nous être utiles pour notre

travail de préparation. Office de Gestion des Centres socio-éducatifs Centre de la Bouletterie 29, rue des Frères 44600 Saint Nazaire. Tel 70 35 22.

57

PERSEVERANCE. La prochaine réunion du collectif antinucléaire de Metz aura lieu le jeudi 22 février 79 à 20h 30 au L.S.D. rue du Wad Billy. Il y a encore une action à finir.

59

AU CAS OU. Le groupe écologie et environnement de Fourmies serait désireux de rentrer en contact avec des groupes-écologie de la région des Ardennes pour organiser la lutte anti-nucléaire au cas où... On ne sait jamais elle pourrait nous tomber dessus, la centrale. Contacter Groupe Ecologie et Environnement de la MJER rue des Rouets. 59610 Fourmies.

COMITE LARZAC. Le jeudi 15 février 79 à 20h au centre social du Centre Ville, rue des Vétérans à Villeneuve d'Ascq sera projeté le film «les Bâtisseurs» de Philippe Haudiquet en présence du réalisateur. En première partie sera projeté le court métrage «réponse à un attentat». Un débat suivra la projection sur la situation actuelle et sur les actions prévues. La participation aux frais est de 5F tel 91 46 95.

71

SUN DAY. Les Amis de la Terre de Montceau les Mines entendent profiter de la Journée du Soleil du 23 juin pour réaffirmer leur opposition au nucléaire et pour essayer de mieux faire connaître les énergies nouvelles, le solaire en particulier. Cette Journée du Soleil sera ce que NOUS en ferons. Nous comptons sur votre militantisme pour nous apporter une aide précieuse car il est évident que le groupe de Montceau ne pourra pas faire grand chose s'il est isolé. Nous vous proposons une réunion à Montceau salle municipale 18, rue Rouget de l'Isle le dimanche matin 25 février à 9h, afin de définir une stratégie commune pour la journée du 23 juin. AT 3 place Beaubernard 71300 Montceau les Mines.

75

ECOOVIE 163 rue du Chevaleret 75013 Paris. Ecoovie regroupe un certain nombre d'Ecoops dans divers domaines et activités d'intérêt écologique. Alimentation naturelle, recyclage de verres, papiers, cartons, caisses etc, matériels de photocomposition, reproduction, offset, photo sérigraphie, au service des activités écologiques. Salle à manger ouverte aux membres La Marjolaine 14, rue Lahire 75013 Paris. La Montmartroise 17, rue Durantin 75018 Paris. Et tout produit alimentaire d'origine biologique PSI 23, rue Clauzel 75009 Paris, ouvert tous les jours. Il y a aussi la «source de vie» à Nice 52, bd Carlonia 06 Nice. Salle à manger, bibliothèque.

VIVRE AUTREMENT : conférence publique de Lanza del Vasto le mardi 20 février 1979 à 20h 30, salle Martin Luther King 32, rue Olivier Noyer Paris 14e métro Alésia ou Pernety.

PLUMES. Soirée de solidarité avec les Indiens d'Amérique organisée par le comité de soutien aux Indiens d'Amérique 14 rue de Nanteuil 75015 Paris, et le groupe anarchiste Emma Goldman 51 rue de Lappe 75011 Paris. Lutte des Indiens d'Amérique du Nord, avec la projection du film sur «la plus longue marche de l'été 78» suivie d'un débat. Lutte des indiens d'Amérique Centrale et du Sud, avec projection d'un film suivi d'un débat avec la participation d'un représentant d'une organisation indienne du Guatemala. Samedi 10 février à 19h 30, entrée gratuite à l'AGECA 177 rue de Charonne 75011 Paris.

PSU EN MOUVEMENT. La section du XI^e arrondissement du PSU à Paris organise un débat le samedi 17 février à 16h 30 à l'AGECA 177 rue de Charonne avec H. Bouchardeau Thème : quelles actions contre la crise, le nucléaire...

86

LA MARGE. On rappelle qu'il existe sur Poitiers un groupe de copains qui se réunissent à Poitiers, et qui appartiennent au groupe «Marge». Il est possible de nous contacter en écrivant à Marge c/o Dominique Andreu BP 517 86012 Poitiers cédex.

94

TRAVAILLER AUTREMENT. Café-Théâtre du Soleil dans la Tête. Nous avons prévu d'organiser du 14 au 25 mars des manifestations se situant entre la foire et le forum autour du thème : vie et travail communautaires, de l'utopie à la réalité. Le but de cette initiative est de favoriser des rencontres, une émulsion des idées, techniques et tuyaux, relatifs à un autre mode de vie et de travail dans notre société industrielle. Tous renseignements et contacts au 3 rue du Docteur Charcot 94500 Champigny sur Marne Tel 886 64 79.

95

FORGET ME NOT. Les Amis de la Terre, groupe du Val d'Oise, se rappellent à votre bon souvenir. Pour tout courrier At Val d'Oise 8 rue P. Curie St Gratien. Cotisations 60F. En cours : préparation de la Journée du Soleil, actions pour Nogent sur Seine. Contactez-nous.

Europe

VERS L'EST. Afin de poursuivre la préparation du train pour le désarmement qui ira de Bruxelles à Varsovie vers la fin juillet (manifestation qui fera suite aux trois précédentes marches internationales NV pour la délimitation) une réunion aura lieu le samedi 17 février de 20h à 22h et le dimanche 18 de 10 à 15h au 46 rue de Vaugirard à Paris 6^e.

Papiers

SUAVE LENTEUR. Un canard qui s'appelle l'Escargot Baveux et qui est fait à Dijon, coeur de la Bourgogne! On comprend la lenteur du démarrage. Mensuel régional, qu'il s'intitule, avec des infos sur la région, des actions, lisible, rigolo, ça donne envie de devenir dijonnais. Le numéro 2 vient de paraître 3F L'E. B. BP 1244 21030 Dijon cédex.

LE P'TIT ROUGE DE TOURAINE journal de contre-info régional aimerait redémarrer. Il nous faut au minimum 3000F. D'autre part une partie de l'argent des ventes ne rentrant que plusieurs mois après il nous faut une avance minimum pour tourner d'un numéro sur l'autre. Abonnements et ventes sont nos seules sources de financement... vous pouvez nous aider. Le P'tit Rouge. Tours.

PAS ROLE D'HOMME. Nous sommes quatre à vouloir prendre en charge ce numéro, mais comme on voudrait ne pas être tout seuls on attend impatiemment des textes, des dessins et des photos avec coordonnées précises des auteurs pour pouvoir dialoguer avec eux. Les thèmes qui nous intéressent sont entre autres la vie des groupes-hommes, la contraception masculine, la paternité... d'autre part, il ne nous reste plus beaucoup de fric, alors réabonnez vous SVP à F. Labye 54 rue de Rome 75008 Paris.

SUPER-PHOLIX. Le n°23 de Super-Pholix vient de sortir. Au sommaire : compte rendu de la réunion internationale de Bâle - Echos locaux - Du nouveau à propos des dangers des faibles doses de radioactivité - L'éolienne Gyroscopique - Appel de Genève - Le coup de la panne. etc. Prix 3F. Diffusion : 20F les 10ex. Abonnement : 25F ou plus si vous pouvez. Les numéros spéciaux : Danger des lignes à très haute tension, et plutonium/sodium sont toujours disponibles : 2F, à l'unité - 15F les 10ex. Le n° «spécial surgénérateur» : 1F. Ecrire à Georges David le Poulet 01680 - LHUIS. Signalons, pour conclure cette information, que le journal se porte, côté financier, toujours aussi mal. De déficits en déficits la faillite menace ; ce qui n'est pas pour déplaire à l'EDF. N'attendez pas que le malade succombe, abonnez-vous, diffusez!

CONTRE INFORMATION. Le Pet N 8 de la Somme, vient de paraître, avec 34 pages pour 1,50F, il vous donne des informations que vous trouverez rarement dans le Courrier Picard! Pour tout contact Le Pet BP 7 80330 Longueau. Il est vendu en kiosque.

Kultur

ROCK RURAL. Samedi 17 février, à 21h concert du groupe de country-rock «Kam and Bear» à la salle des fêtes de Chavignon (Aisne) sur la RN 2, entre Soissons et Laon. Association Serpentinaire Michel Hamel 2, bd Vasco de Gama 51100 Reims.

MUSIQUE DU KIOSQUE organise ces prochaines semaines une série de concerts dans la banlieue sud de Paris. Demandez le programme à Musique du Kiosque 20 bis, rue du Mal Foch 94450 Ablon Tel 597 37 80.

MUSICIENS ENDIABLES. Dimanche folklorique organisé par «Louvigny Rencontre» bal folk au village dès 16h animé par Brin d'Herbe, airs traditionnels à danser remis au goût du jour! avec un large clin d'oeil à la musique cajun. Dimanche 18 février au village de Louvigny en face de Pont à Mousson, entre Nancy et Metz. Tel 87/61 73 84.

PAS CONTRARIANTS. La MJC de St Martin en Haut ouvre ses portes et accepte volontiers toute proposition de spectacle ou autre intervention. Contact J.L. Gauthier le Charivel 69850 St Martin en Haut Tel 78/48 66 91.

BON PIED BON Oeil ET TOUTE SA TETE. Film de 90 minutes 16mm couleur. Production-réalisation : cinématique et le comité de lettres des handicapés. Le nombre de handicaps physiques et mentaux ne cesse de croître dans notre société. Par un réseau de plus en plus serré d'institutions et de lois, l'Etat s'efforce d'organiser leur surexploitation et leur ségrégation. Le film rapporte cette situation particulière. Il montre que des handicapés commencent à s'organiser contre les traitements qui leur sont imposés. Pour diffuser le film : écrire ou téléphoner à Cinématique BP 65 75722 Paris cédex 15 Tel 539 35 84.

ALERTEZ LES BEBES. Ce film de Jean Michel carré sera présenté à 20h 30 le 13 février à la MJC de Lisieux. Le film sera suivi d'un débat animé par le réalisateur sur le thème : et si l'école était faite avant tout et même seulement pour les enfants!

FOLK. Le groupe folklorique «les Gars du Tsarollais» donnera une représentation au profit d'Amnesty International, le samedi 17 février, 20 h 30, au foyer municipal de Charolles.

Divers

ÂNE. Je voudrais me documenter sur l'âne, notamment celui du Poitou, qui paraît-il, disparaît peu à peu Qui peut m'aider en m'envoyant quelque livre ou autre. François Houlier Les Jarzelières 79240 Largeasse.

STYLE «GO». 35 ans nouvellement arrivée avec ma fille dans la région, j'aimerais rencontrer des gens «GO» Je cherche aussi du travail ou je pourrais m'occuper d'enfants. Toutes les propositions seront les bienvenues et répondrai à tout. Monique Gentez 11 impasse de la forêt 74150 Rumilly.

UTILITE PUBLIQUE. Christophe et Françoise recherchent région Rouen 45 km maxi maison avec pas mal de place et un jardin. On se fout du confort, on l'installera, eau et Edf suffisent. Comme j'ai un métier d'utilité publique (plombier) je pourrais faire des travaux en échange du logement au moins au début Tel 35/63 02 61. Christophe Syve c/o Maillat 31, rue Maillat 76140 Petit Cheville.

CARRIÈRE PROMETTEUSE : Cherche pour coopérative à partir de février-mars 79, responsable mécanicien autos et appareils électromécaniques, ayant au moins trois ans d'expérience, solide, stable, ordonné, organisateur, esprit de service, de solidarité, tenant beaucoup à vérité et justice entre tous. Travaux variés et intéressants, surtout dans Sud-Est urbain et rural de la région parisienne. Devra participer à travaux de construction en particulier de son atelier. Pourra organiser récupération et recyclage des occasions. Donner information sur situation passée et présente, familiale et professionnelle, à MAEH, BP 96, 10 av Laumière, 75 923 Paris Cédex 19.

BONNE VOLONTE. Pour automne 79, cherche place dans une école parallèle, différente en tout cas du modèle traditionnel dans n'importe quel coin de France et de Navarre... Mes diplômes? Ben voilà je n'en ai aucun. Mes compétences? Une volonte, beaucoup de passion et pas mal d'imagination. Je suis prête à faire des stages de bases et spécialisés (pour tout ce qui est travail manuel et expression corporelle, théâtre...) Si cela vous intéresse, écrivez-moi, c'est important. Sylvie Heuline 68 rue du Pont de Créteil 94100 Saint Maur.

À LA CRÊPE CÉVENOLE. Jeune femme cherche coéquipière pour coéquipier pour ouvrir une crêperie dans petite ville cévenole juin-juillet-août. Il faut une personne disposant d'un ou deux millions, car je vends une maison mais disposerais des fonds qu'à la vente qui peut s'effectuer sous plusieurs mois. J'ai plein d'idées, on pourrait faire un petit café-théâtre, la ville à laquelle pense n'a rien, est très passagère l'été. On peut partir avec un petit truc et après l'améliorer. Mais il faut quand même un démarrage. Appeler le matin ou le soir 20h 66/91 32 63. Lefebvre Monique St Martial 30440 Sumène.

PETIT ÉLEVAGE. Urgent, je propose une association sur fermage de 34 hectares, en exploitation indépendante, bâtiments et habitation également indépendants. Belle propriété pour élevage caprin ou ovin, disposant de tout l'outillage nécessaire et pour cela l'apport est de 6 unités. Martin Le Martel Montagunet 82110 Lauzerte.

PHOTOCOMPOSITION. Si vous cherchez à faire composer vos thèses, journaux, etc... Pour tous travaux de photocomposition, écrire ou téléphoner à Martine au journal (Tel 85 28 17 21).

OCCITANIE SOLAIRE. La ferme les Brunets recherche toujours une maison avec terrain culture, possibilité élevage. Si possible Occitanie solaire. S'adresser C.R.A. Le Coral 30470 Aimargues ou les Brunet 04250 La Motte.

FÉRMAGE. Jeune homme agriculteur, éleveur de chèvres. Je cherche à me réinstaller sur un fermage de 5-10 hectares environ. J'étudierai toutes propositions quelque soit la région. Patrick Drouet le Rebout 71990 Saint Léger sous Beuvray.

OCCASE. A vendre ferme rénovée, 4 pièces, cuisine, salle de bain, grand atelier, dépendances, possibilité d'aménagement, environ 2500 m2 de terrain. 50 km de Lyon, 20 km de Mâcon et de Bourg en Bresse Tel 74/55 09 80.

AUTOCOLLANTS RIGOLOS. Le comité antinucléaire de Cruas-Meysses diffuse ses autocollants : l'Hexagone «tête de mort» diamètre 17cm en vert, jaune ou rouge; la «carotte» de Dubouillon, noir sur fond blanc. 3F, 2F par 10, 1,70F par 100. Chèques à Jean Paul Antoine 07700 Saint Remèze.

INSTRUCTION. Institutrice (titulaire) cherche emploi dans Sud de la France de préférence mais non obligatoire. Etudiera toute proposition (stage poterie-vannerie etc, école privée ou parallèle, réception chez médecin, etc, étant illimitée) Tel 93/61 94 70 ou écrire Dominique Montaudon la Passerelle 1 av P. Curie 06160 Juan les Pins.

POCHETTE SURPRISE. Afin de rénover une exposition mobile, l'association Seine et Marnaise pour la sauvegarde de la nature recherche : pochette documents «l'homme et la nature» éditée par CNDP, il y a assez longtemps, non rééditée à ce jour. Bernard Michel 7 allée du Dauphiné 77176 Savigny le Temple Tel 063 13 71.

MARMOTS. A partir de juillet, nous habiterons dans l'Indre, une femme psy, trois enfants. Nous aimons faire notre jardin, de la musique, nous occuper d'enfants et un tas d'autres choses... Nous aimerions rencontrer des gens de l'Indre (et environ) s'occupant d'écoles parallèles, d'enfants inadaptés, ayant un projet de ce genre, ou ayant réalisé quelque chose, et les antinucléaires, agriculteurs bio, artisans etc... Nous serons dans l'Indre du 11 au 23 avril. Ecrire Félix Bernier poste restante 08000 Charvillat Mézières.

1979 ANNÉE DE L'ENFANCE. Parents, à la veille de vos vacances, abandonnez plus vos enfants et vos chiens, vendez-les nous!!! Le SPA, la DDASS, Fleury Michon et Ouda, nous nous chargeons de leur «Avenir!!!». Chaque année nouvelle arrive avec son emblème cette année ce sont les enfants qui en pâtissent! Après la femme, les enfants, pourquoi pas les chats siamois? Seule l'année pour la liberté d'opinion n'a pas fait de bruit, et pour cause! Afin que l'année de la médiocrité n'ait pas lieu dans un proche avenir, envoyez le plus rapidement possible et avec le plus de signatures possibles la pétition suivante à Serge Gatchon 9 et 11, rue des Morceaux 92160 Antony : «Je soussigné... adresse mes vives félicitations aux administrations responsables de la concertation de l'année en ce qui concerne les enfants et espère que l'année 1980 nous réserve de belles surprises idiotes et coûteuses telles que celle-ci. Merci encore d'employer aussi bien l'argent que nous avons l'assurance de vous fournir!!!»

insurgés

13

LE C.L.O. Marseille organise un bal folk en soutien aux insoumis qui se sont vu refuser leur statut dans le cadre de l'OP 20. Rendez-vous le 16 février à 20h à la Fac St Charles, salle des Conférences à Marseille.

30

INSOUMIS ISOLE. Jacques Topart insoumis total lillois depuis décembre 1977, a été arrêté à Béziers. Il a entamé depuis janvier une grève de la faim. Transféré à Marseille, il persiste à refuser de faire son service, puis à Laudun où il a continué sa grève. Il aimerait bénéficier d'un soutien. Ses amis lillois ne peuvent se rendre à Marseille et les autorités militaires rendent la communication délicate. Que quelqu'un sur place contacte Jacques Topart hôpital militaire Lavéreau Bd Lavéreau Marseille, service psychiatrique, visites 12h 30 18h. Faire parvenir des informations à Catherine Vallez 3 place Désiré Bouchée 59 000 Lille.

37

LECOIN ET SES FANS. Sur Orléans, les objecteurs ont décidé de créer un Comité Louis Lecoin avec ceux qui désirent se battre sur la plate forme suivante : objection, liberté totale du choix de l'affectation, suppression de la justice militaire, libération de tous les objecteurs, insoumis, déserteurs et soldats emprisonnés, droit de déduire 20% de nos impôts destinés à la militarisation, arrêt des ventes d'armes et de leur fabrication, arrêt des interventions militaires à l'étranger, interdiction pour l'armée de briser les grèves. A la différence des Fédos-MAN, nous luttons pour des objectifs à long terme, la suppression de tous services ainsi que pour le désarmement unilatéral. Pour toutes les personnes intéressées nous organisons une réunion le mardi 6 mars à 20h 30 au Foyer des jeunes travailleurs rue du Colombier à Orléans. Comité Louis Lecoin 38, rue des Mésanges 45400 Saran.

41

RENOUVEURS DE LIVRETS. Ils sont deux Daniel Milaret et Philippe Guellier, et sont invités devant les tribunaux à Blois le 13 février 1979. Pour les soutenir, vous pouvez écrire au président du tribunal correctionnel place de la République 41000 Blois, en envoyant un double au comité de soutien. Renvoyez vos papiers militaires et participez au meeting organisé à Vendôme au

centre culturel des Rottes avenue Clémenceau avec la participation d'une paysanne du Larzac le 12 février à 20h 30. Tout soutien financier est à adresser au comité de soutien F et A Fesneau Nouan 41310 St Amand.

42

DEUX INSOUMIS. Jeudi 22 février 15h au palais de justice de Montbrison, procès de deux renvoyeurs Pierre Denis et Pierre Marie Cros, inculpés pour avoir renvoyé avec 12 autres personnes leur livret militaire en soutien aux paysans du Larzac et à un insoumis ONF (Daniel Thevenet) qui est passé en procès à Roanne le 7 mars 78. Ecrire au juge, Président du Tribunal Correctionnel de Montbrison 42600, et envoyer un double au comité de soutien : Objection au monde rural La Croix Blanche 42140 Chazel/Lyon. Pour le 22 février renvoi collectif de livrets, contacter Monique Villard 42 St Just en Bas. Soutien financier Gabi Rousset les Combes 42140 Chevières.

54

OBJECTION COLLECTIVE. Le pouvoir cherche actuellement à casser le mouvement OP 20 (objection collective qui consiste à demander un statut à partir d'une lettre type), depuis la réunion de la Commission Juridictionnelle du 17 novembre 1978, une centaine de demandes OP 20 ont été rejetées et le nombre des rejets risque encore d'augmenter, puisque plus de 200 demandes OP 20 sont actuellement en cours. En remettant en cause l'arbitraire de la Commission Juridictionnelle, les participants de l'OP 20 revendiquent un véritable droit à l'objection. En conséquence la FEDO appelle tous ses membres et sympathisants à participer au mouvement de soutien à l'OP 20 qui s'organise actuellement, notamment en envoyant au Ministre de la Défense des lettres de soutien et en prenant part aux divers regroupements qui se créent localement. FEDO 54, rue de la Hache 54000 Nancy.

85

CORRESPONDANCE Le procès de Louis Marie Paquier, objecteur insoumis à l'ONF prévu le 1er février a été reporté au 15 février. Pour le soutien, il est important d'écrire une lettre à Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance, audience du 15 février 85100 Les Sables d'Olonne. Soutien financier et double des lettres à MAN 44 impasse Renoleau 85100 Les Sables d'Olonne.

Contacts !

Il y a 15 jours, nous vous avons expliqué en long et en large pourquoi nous désirons faire baisser le pourcentage de nos invendus. En bref, il s'agit pour nous de diminuer la «Provision» retenue par les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne (NMPP) qui assure la mise en place de la «Gueule Ouverte» chez tous les marchands de journaux de France. Pour plus de détails, jetez un coup d'œil sur notre numéro 246, page 2.

D'ici quelques semaines, nous n'approvisionnerons donc plus les marchands de journaux ayant des ventes nulles ou trop sporadiques.

Afin que vous trouviez assurément «La Gueule Ouverte» près de chez vous, choisissez un marchand de journaux et restez-lui fidèle.

Pour cerner encore mieux notre mise en place sur les points de vente et afin que le vôtre continue à être servi, nous vous proposons de nous indiquer - ci-dessous - l'adresse du marchand de journaux où vous achetez habituellement la «Gueule Ouverte».

Bon ! Autre chose : pendant que vous aurez le stylo entre les doigts pour nous répondre, nous serions heureux si vous en profitez pour éclairer un peu notre lanterne sur un autre point ; nous avons en effet de tous temps été préoccupés de connaître qui nous lit, et qu'est-ce qui intéresse par-ti-cu-liè-re-ment nos lecteurs. De fait, nous avons peu de moyens de le savoir. Pas question d'utiliser un institut de sondage. Nous profitons donc de l'occasion pour vous demander de répondre aussi au mini-questionnaire qui suit, et qui s'adresse aussi à nos abonnés bien évidemment.

Nous sommes très conscients que vos réponses ne nous donneront qu'une vue très partielle de l'état des choses ; mais cela nous fournira quand même des indications précieuses. Ceux de nos lecteurs qui nous écrivent nous engueulent, ou bien nous disent qu'ils nous aiment bien. C'est bel et bon. Mais la majorité de nos lecteurs, qui ne nous écrit pas, reste pour nous dans le brouillard le plus opaque. Nous ressentons très souvent et très désagréablement ce manque de communication. Un contact, aussi ténu soit-il, suscitera certainement des débats - passionnés, n'en doutez pas - entre ceux qui œuvrent à la «Gueule Ouverte». Et nous publierons les résultats de ce mini-sondage-express auquel nous vous invitons à répondre. Merci !

à découper, ou à recopier, et à nous retourner
(écrire sur l'enveloppe : pour André)



- J'achète la «Gueule Ouverte» régulièrement chez :
 - * Nom du marchand de journaux (éventuellement) :
 - * Rue et n° (nécessairement) :
 - * Ville ou village :
 - * Département :
- En me plongeant dans la «Gueule Ouverte»,
 - * le tout premier article que je lis habituellement est (par exemple : concernant le nucléaire, ou la chronique des insurgés, ou les bandes dessinées, ou les articles de réflexion, ou les annonces «Sur le Terrain», ou les angoisses et le psychisme, ou les reportages d'actualité régionale/nationale/internationale, ou les luttes sociales/écologiques, ou les «Infos», etc...) : ...
 - * je m'intéresse en deuxième lieu aux sujets suivants (par exemple : environnement, ou société, ou militarisme, ou économie, ou politique, ou monde, ou vie culturelle et intellectuelle, ou non-violence, etc...) :
 - * J'aimerais voir les sujets suivants qui n'y figurent pas encore :
- Questions très facultatives :
 - * Je suis masculin/féminin :
 - * Mon style de vie est (par exemple : en communauté urbaine/rurale, ou en couple, ou chez mes parents, ou avec 2-3 copains/copines, ou tout(e) seul(e), ou en migration perpétuelle, etc...)
 - * dans une grande ville, ou dans une petite ville, ou dans un village, ou en rase campagne, etc. :
 - * Je gagne mes sous en faisant :

Les Circauds

17 au 21 février : Stage musical

Stage musical pour tous, basé sur le développement de nos facultés d'écoute (réceptivité), à partir d'un travail de relaxation du corps, et celui de la créativité de chacun. Travail de groupe structuré et improvisé où Dame Musique ouvre enfin ses portes (relation avec le corps, le geste, la rythmes, souffles, relations oreille-voix, approches instrumentales, initiation à l'écoute de musique de cultures diverses). (Avec Eric Levasseur).

Participation : 250F. Arrhes : 100F à l'inscription.

10/11 mars : Stage guitare

Cette deuxième rencontre serait une approche des méthodes d'enregistrement (matériel amateur) et de la pratique d'enregistrements superposés. Parallèlement à un échange entre les participants de leurs répertoires respectifs.

Participation : 150F. Arrhes : 50F à l'inscription

17/18 mars : Expression Émotionnelle

Ce marathon organisé par le Centre de Recherche Émotionnelle permettra aux participants à travers les SD (représentation de soi-même) de jouer et de revivre leurs émotions bloquées.

Participation : 200F. Arrhes : 50F.

Renseignements et inscriptions :

Centre de rencontres Les Circauds, Oyé, 71 610 Saint Julien de Civry.

Tél.:)85(258289. Permanence téléphonique de 11h à 13h.

Abonnement

170F à 250F selon vos revenus. 180F minimum pour l'étranger. 150F collectivités. 100F cas sociaux patentés, chômeurs, objecteurs, insoumis, taulards.

Chèque bancaire ou postal à l'ordre des Editions Patatras, Bourg de St Laurent en Brionnais, 71800 La Clayette.

(écrire en capitales)

NOM
PRENOM
ADRESSE
CODE POSTAL
VILLE

Aux Lorrains de contrôler la Lorraine

*L'autonomie de la colère ouvrière inquiète tout le monde...
sauf la classe ouvrière*

s'étendre à toutes les régions européennes en attendant le Tiers-Monde. Vous voyez le travail ? Ce serait quasiment la révolution mondiale. Comme en Iran où le peuple veut réduire le pompage du pétrole aux stricts besoins du peuple !

Mais alors ! Que fait-on des catégories sociales qui seraient privées d'emploi : les dirigeants patronaux, les députés, les chefs du syndicat ? Grave problème de reconversion pour ces êtres atteints dans leur dignité. Tout ce que sait faire un dirigeant, en général, c'est diriger. Le jour où les dirigés se dirigent eux-mêmes, les dirigeants sont au chômage. En Iran, ils sont en prison islamique. Je propose que l'on fournisse des régiments de soldats de plomb aux chefs militaires pour qu'ils puissent jouer à la maison. Les patrons du CNPF pourraient s'amuser au Monopoly et jongler avec l'achat des rues de la Paix. Mais j'avoue ne pas avoir trouvé de solution au problème de l'oisiveté de Messieurs Séguy et Maire. Giscard, question résolue, il ferait des cartons à la Foire du Trône, sur des éléphants en plâtre. En Iran l'armée du Shah fait des cartons sur cibles vivantes...

Cette autonomie ouvrière en Lorraine et populaire à Téhéran est un retour de la prise de parole. A Longwy, il y a une radio-libre. Maintenant, ça serait bien de passer aux actes, histoire de ne pas laisser la pluie de Grenelle noyer la poudre. En Iran, Khomeiny ne discute pas avec le gouvernement du Shah parce que ce gouvernement est illégal. Le gouvernement actuel de la France est également illégal. Il a été mis en place légalement par des institutions illégitimes. Ces institutions sont : les technocrates non-élus, les multinationales non-élues et leurs servants élus. Ces gens préparent un type de

société qui s'oppose directement aux intérêts vitaux de la société, donc à la légitimité. Ces gens ont détourné légalement les fonds de l'Etat en donnant des milliards aux chefs de la sidérurgie pendant des années, à fonds pas perdus pour tout le monde. Ces gens ont détourné légalement une trentaine de milliards dans le Concorde. Ces gens ont détourné légalement des dizaines de milliards dans un programme nucléaire dangereux et inutile. Donc on ne discute pas avec ces gens. On leur coupe les vivres en refusant l'impôt. C'est une idée qui court en Lorraine...

Cette désobéissance civile (et non-violente : pas besoin de lancer un seul boulon sur un seul CRS), économise une guerre civile. Ensuite l'autogestion généralisée prend le relais. D'abord faire l'inventaire de toutes les «richesses» produites, trier les vraies richesses des fausses. C'est facile : les vraies richesses sont celles qui diminuent la peine de l'homme et libèrent du temps pour le jeu, l'amour et la connaissance. Les fausses sont celles qui détruisent la joie de la création et changent les hommes en marchandises. (Echangerait 300 OS en bon état contre 50 actions Moulinex).

L'inventaire fait dans la bonne humeur (casser une machine inutile comme un parc-mètre est une joie), on se répartit les quelques heures par semaine de travail utile à la société, le reste étant à la disposition du développement individuel. On ne fait plus Lyon-Paris en deux heures par le Train à Grande Vitesse pour perdre trois heures à somnoler dans un bouchon à l'arrivée. On se balade sur le parcours. Qu'est ce qui presse ? La vitesse est bornée, la lenteur infinie. On ne décuple pas la production d'énergie

nucléaire pour éclairer les vitrines ou les autoroutes. On décide que la marchandise n'a plus peur la nuit dans sa vitrine obscure.

On s'avise surtout que la «position sociale» n'est pas liée à la possession d'objets, que «fabriquer français» n'est pas glorieux si le reste du monde en pâtit. On découvre alors que le pétrole de la France, c'est l'intelligence. Celle de terriens décidés à vivre autrement plutôt qu'à élever leur pouvoir d'achat. On fait l'admiration du monde. On dit : essayez, c'est facile ! Ils essaient : c'était facile, en effet.

Les ethnologues, les sexologues et la sagesse populaire le disent : l'homme n'est pas fait pour travailler, au sens où il s'abrutit aujourd'hui au boulot. Répétons-le avec les écologistes, dans le désert actuel de l'imagination : il n'y a pas de crise de l'emploi, il n'y a qu'une crise du travail. C'est pas démagogique à dire, mais si nous ne le disons pas, qui le fera ?

Pas Michel Rocard, en tous cas, qui dans *Le Monde* (du 10 février) vient de faire réduire l'utopie à la cuisson du réalisme en parlant de «redistribution sociale» des richesses. Lesquelles ? Les mêmes qu'aujourd'hui. Tout aussi aliénantes. Plus si possible. L'inégalité sociale n'est pas seulement affaire de répartition. Elle est liée à la nature de la production, au culte de l'apparence, au fétichisme de l'objet. Rocard s'en fout ! Rocard n'a pas besoin de concitoyens adultes et curieux. Il a besoin d'électeurs attentifs.

Il fera un bon homme d'Etat.

Arthur ●



Photo Pol Gornek

Personne n'a semble-t-il, fait le lien, mais il est de notre devoir de Français d'attirer l'attention du gouvernement sur un fait : le retour de l'agitation sociale et ouvrière en France coïncide bizarrement avec celui de Cohn-Bendit ! Le rouquin de Francfort serait à l'origine de cette chienlit que ça ne nous étonnerait pas. Notre excellent confrère *France-Soir* a remarqué également la présence suspecte «d'autonomes» dans le commando qui a ravagé la sous-préfecture de Briey en Lorraine. Venus de Paris en cars ? En motocyclettes ?

A Nantes, dans le Nord, à Roissy, des éléments incontrôlés se sont battus avec les forces de l'ordre. Incontrôlés par leurs syndicats. Lesquels redoutent des «débordements» le 16 février, dans la grande marche du fer sur Paris.

Si personne ne contrôle plus la classe ouvrière, ce sera bientôt la classe ouvrière qui contrôlera tout. Comme en Iran où la rue appartient aux piétons. Un jour, pourquoi pas, la classe ouvrière occupera ses usines et décidera de fabriquer ce qui lui plaît, de le vendre à qui elle veut, et même de le troquer si bon lui semble. On verra du fer arriver à Narbonne et du vin débarquer à Nancy. Les éleveurs de porcs bretons s'entendront directement avec les fromagers savoyards pour échanger leurs productions. Cette contagion de la vente sans intermédiaires pourrait même



Photo Pol Gornek